Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Lundi 6 octobre 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°736 ■

DÉCÈS DU MOUDJAHID AHMED TALEB IBRAHIMI

Le président de la République présente ses condoléances

P 16

LE NAPEC 2025 S'OUVRE AUJOURD'HUI À ORAN

La transition énergétique et l'hydrogène en débat

C'est aujourd'hui que l'un des plus importants rendez-vous énergétiques en Afrique et en Méditerranée, à savoir le Salon et Conférence sur l'Énergie et l'Hydrogène pour l'Afrique et le Bassin méditerranéen « NAPEC 2025 », ouvre ses portes à Oran, a annoncé le ministère des Hydrocarbures et des Mines dans un communiqué. Le coup d'envoi sera donné par le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab. P 3

RENTRÉE DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS – SESSION OCTOBRE 2025

Introduction de plus de 32 nouvelles spécialités

C'est parti ! La rentrée de la formation et de l'enseignement professionnels, session octobre 2025, a été lancée officiellement hier par la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab.

P 2

HASSI R'MEL, TIN FOUYÉ TABANKORT, IN AMENAS...

Les mégaprojets gaziers pour l'avenir énergétique

L'Algérie consolide sa position parmi les grands producteurs mondiaux de gaz en accélérant la cadence de ses investissements. Conformément aux objectifs gouvernementaux, le pays s'est engagé dans une série de projets structurants visant à porter sa production à 200 milliards de mètres cubes par an d'ici cinq ans, dont la moitié sera destinée à l'exportation. Ce cap ambitieux s'appuie sur des investissements massifs, des innovations technologiques et une stratégie de décarbonation progressive des opérations.

P 3

TRANSPORT ET LOGISTIQUE

Le maillon stratégique du renouveau économique

Au lendemain du succès éclatant de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), le débat national sur la transformation économique s'élargit à une dimension souvent négligée : le transport et la logistique. Véritable colonne vertébrale de toute économie productive, ce secteur apparaît désormais comme le maillon stratégique du renouveau économique algérien.

P 5

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Saidal signe un mémorandum d'entente avec une société libyenne P 2

UN NOUVEAU QUAI VIENT D'ÊTRE INAUGURÉ

Le port d'Alger renforce ses capacités P 5

FAO/ CÉRÉALES

La production mondiale avoisinera les 3 milliards de tonnes en 2025 P 5

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Saidal signe un mémorandum d'entente avec une société libyenne

Par S R.

Le Groupe Saidal et la société libyenne «Al-Louloua Al-Oula» pour l'importation de médicaments et de produits médicaux ont signé, hier, un mémorandum d'entente destiné à renforcer la coopération pharmaceutique entre l'Algérie et la Libye. La cérémonie de signature, organisée au siège de la Direction générale de Saidal, s'est déroulée en présence de la PDG du Groupe, Mme Nabila Benygzer née Ouaret, et du Directeur général de la société libyenne, M. Akram Ali Ahmed Al-Saïd, ainsi que de plusieurs cadres dirigeants. En effet, cet accord prévoit la relance des exportations de produits pharmaceutiques algériens vers le marché libyen et le transfert de savoir-faire et de technologies dans le domaine de la production. S'inscrivant dans la continuité du Salon du Commerce Intra-Africain (IATF), ce mémorandum illustre la volonté commune de l'Algérie et de la Libye de renforcer leur coopération bilatérale et de promouvoir les échanges économiques entre les deux pays, notamment dans le domaine de l'Industrie Pharmaceutique.

RENTRÉE DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS
SESSION OCTOBRE 2025

Introduction de plus de 32 nouvelles spécialités

C'est parti ! La rentrée de la formation et de l'enseignement professionnels, session octobre 2025, a été lancée officiellement hier par la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab.

Par Selma R.

En effet, la ministre, qui a donné hier le coup d'envoi de la rentrée des centres de formation à partir de Médéa, a annoncé que plus de 555 352 stagiaires, dont plus de 385 000 nouveaux, ont rejoint les 1 100 structures de la formation et de l'enseignement professionnels réparties à travers le territoire national. Elle a précisé que la rentrée de la session d'octobre 2025 est marquée par l'introduction de plus de 32 nouvelles spécialités dans divers domaines, dont l'industrie électronique, l'intelligence artificielle, l'économie verte et les énergies renouvelables.
La ministre a relevé, à cette occasion, la promotion, à titre exceptionnel, de 15 872 employés du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels répondant aux conditions requises, « en signe d'encouragement pour leurs efforts et leurs services rendus au secteur», a-t-elle déclaré.
Mme Arhab a fait part, en outre, de l'octroi, dans le cadre des engagements de l'Algérie en matière de renforcement de la solidarité avec les pays africains et arabes, de 550 bourses d'étude destinées à des stagiaires issus de 43 pays africains et 2 pays arabes, affirmant que le nombre de bourses sera porté à 1 000 d'ici à la fin de l'année.
Par ailleurs, elle a souligné que le département de la formation s'est employé, cette année, à adopter un système d'inscription zéro papier via la plateforme numérique, ainsi que le lancement du référentiel national de formation et d'enseignement professionnels, qui constitue « un outil pour unifier les programmes de formation, les adapter aux besoins de l'économie nationale et répondre aux exigences du marché de l'emploi », a-t-elle expliqué. Lors de son passage à Médéa, Mme Arhab a également visité différents ateliers du centre de formation et d'enseignement professionnels Abdelhak Benhamouda, ainsi que les stands des partenaires du secteur, en l'occurrence l'Agence nationale de promotion et de développement de l'entrepreneuriat (NASDA), l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) et le Centre de développement de l'entrepreneuriat (CDE).

CONCOURS DE RECRUTEMENT D'ALGÉRIE POSTE

Les préparatifs techniques avancent bien

Par M. A.

En prévision du concours national de recrutement, qui mobilise plus de 180 000 candidats à travers le pays, les équipes d'Algérie Poste et d'Algérie Télécom s'activent pour finaliser l'organisation technique.
C'est dans ce cadre que Mme Chiraz Bechiri, directrice générale d'Algérie Poste, et M. Adel Bentoumi, PDG d'Algérie Télécom, se sont rendus conjointement au siège de cette dernière pour faire le point sur l'état d'avancement des préparatifs techniques.
Cette visite illustre la coopération étroite entre les deux institutions publiques du secteur de la poste et des télécommunications, mobilisées pour garantir le bon déroulement de l'opération.
« Nous veillons à ce que toutes les conditions techniques soient réunies afin d'assurer un déroulement fluide, transparent et conforme aux attentes des candidats », a déclaré Mme Bechiri, soulignant que l'objectif est de « répondre efficacement aux aspirations des jeunes qui souhaitent rejoindre Algérie Poste ».
Cette initiative s'inscrit dans une dynamique de transformation numérique initiée par le ministère de la Poste et des Télécommunications. « Sous la direction du ministre, nous travaillons à moderniser nos méthodes de gestion et à faire de ce concours une étape exemplaire dans notre transition vers la digitalisation », a-t-elle ajouté.
Mme Bechiri a enfin appelé l'ensemble des candidats à suivre les canaux officiels d'Algérie Poste pour s'informer des instructions et mises à jour relatives au concours, insistant sur le fait que la transparence et la confiance du citoyen restent « au cœur de la mission d'Algérie Poste ».

AGRICULTURE

Le ministre insiste sur la modernisation et l'implication des jeunes

Par R E.

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a mis en avant, samedi depuis Ghardaïa, la nécessité de moderniser le secteur de l'agriculture et d'impliquer les jeunes dans les activités agricoles. «Il appartient d'impliquer les jeunes dans les activités agricoles, au regard de leur importance dans la relance du secteur dans le pays», a affirmé le ministre, lors de sa visite de travail dans la wilaya, dans le cadre de la célébration de la journée nationale de la vulgarisation agricole. M. El-Mehdi Oualid a indiqué qu'une cellule de transition numérique sera installée au niveau du ministère, pour attirer les jeunes capacités, désireux d'investir dans le monde de l'agriculture, et ce en vue d'atteindre la sécurité alimentaire et d'encourager l'esprit entrepreneurial. Il a souligné, à ce propos, que l'accélération de la transition numérique constitue la priorité du secteur, en vue de contribuer à l'amélioration de la productivité qui constitue, a-t-il dit, le plus grand défi à relever par le secteur et la meilleure voie pour le développement agricole et rural.
Le ministre a annoncé la tenue, à la fin du mois d'octobre courant, d'une conférence nationale sur la modernisation du secteur de l'agriculture, regroupant les spécialistes et acteurs du secteur. Lors d'une rencontre avec les agriculteurs à Chambre de l'agriculture de la wilaya, le ministre s'est engagé à mettre en place, avec la contribution de différentes partenaires, un système informatique national unifié permettant d'attirer l'ensemble des agriculteurs actifs dans le but de développer le secteur. Le ministre a suivi, par ailleurs, un exposé succinct sur les applications de la plateforme numérique de la Chambre de l'agriculture, dont le service du cadastre agricole numérique, les méthodes de collecte des statistiques liées aux unités de production, la fiche technique numérique des exploitations agricoles, notamment leurs superficies et leurs taux de production, devant permettre aux agriculteurs et à l'administration de s'enquérir des diverses activités agricoles, en plus d'autres avantages offerts par la plateforme numérique au profit des agriculteurs. Mettant à profit sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a procédé à l'inauguration, dans la zone de Oued-Nechou (20 km Nord de Ghardaïa), d'un complexe frigorifique de stockage d'une capacité de 10.000 m3, susceptible de contribuer au développement du secteur par la préservation de la qualité des produits agricoles et alimentaires et l'approvisionnement régulier du marché tout le long de l'année. Se félicitant de l'utilisation d'équipements modernes à même d'assurer la productivité, le ministre a également inauguré le nouveau siège de la Chambre de l'agriculture, sis au quartier Bouhraoua, à Ghardaïa, où il s'est enquis des procédés de délivrance de la carte électronique d'agriculteur, mise en place depuis 2023 par la Chambre pour l'organisation du secteur pour l'actualisation de sa base de données et la facilitation d'accès de l'agriculteur aux programmes de soutien. Le ministre a également tenu une rencontre avec les responsables des unités de production de lait de la wilaya pour prendre connaissance de leurs préoccupations.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE NAPEC 2025 S'OUVRE AUJOURD'HUI À ORAN

La transition énergétique et l'hydrogène en débat

C'est aujourd'hui que l'un des plus importants rendez-vous énergétiques en Afrique et en Méditerranée, à savoir le Salon et Conférence sur l'Énergie et l'Hydrogène pour l'Afrique et le Bassin méditerranéen « NAPEC 2025 », ouvre ses portes à Oran, a annoncé le ministère des Hydrocarbures et des Mines dans un communiqué. Le coup d'envoi sera donné par le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab.

Par Sirine R.

Selon les organisateurs, plus de 500 exposants issus de 60 pays (compagnies pétrolières nationales et internationales, fournisseurs de solutions technologiques, entreprises d'ingénierie, décideurs publics, centres de recherche et universitaires) sont attendus à cet événement considéré comme une plateforme internationale de haut niveau.

La cérémonie se déroulera en présence du ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, du président-directeur général de Sonatrach, Rachid Hachichi, du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Samir Bekhti, ainsi que du président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures, Amine Remini, aux côtés de cadres du secteur.

Placée sous le thème : « Accélérer l'énergie de demain et réaliser un mix énergétique efficace à travers les partenariats, l'investissement, l'innovation et la technologie », cette édition abritera des sessions et ateliers spécialisés portant sur : la transition vers un mix énergétique équilibré intégrant toutes les sources d'énergie ; l'accélération de l'innovation, de la numérisation et de l'intelligence artificielle dans l'industrie énergétique ; les stratégies de réduction des émissions de carbone ; les technologies de captage du carbone et les solutions d'atténuation des effets du changement climatique.

Un accent particulier sera mis sur le renforcement de la coopération entre compagnies nationales et internationales ainsi qu'avec les autorités publiques, afin de bâtir un écosystème énergétique plus résilient et durable. En marge de l'événement, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, tiendra une série de rencontres avec les dirigeants et représentants des plus grandes compagnies pétrolières et gazières, ainsi qu'avec des acteurs des domaines connexes, pour promouvoir la coopération, échanger des expertises et explorer de nouvelles perspectives de partenariat et d'investissement. Par ailleurs, cette manifestation mettra en lumière les potentialités géologiques du sous-sol algérien, à travers des débats approfondis sur les défis techniques et géo-mécaniques liés au développement des gisements de pétrole et de gaz.

Des sessions de haut niveau seront également consacrées à la chaîne de valeur de l'hydrogène, de la production au transport, en passant par les applications industrielles et les usages liés à l'énergie propre.

PÉTROLE

L'Opep+ augmente sa production pour le mois de novembre

Par S R.

Ryad, Moscou et six autres membres de l'Opep+ ont décidé lors d'une réunion en ligne dimanche d'augmenter leurs quotas de production pour le mois de novembre, dans le sillage de leur stratégie de reconquête de parts de marché adoptée depuis avril. « Les huit pays participants ont décidé de mettre en œuvre un ajustement de la production de 137.000 barils par jour» en novembre par rapport au niveau de production requis en octobre, a précisé l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) via un communiqué. Il s'agit d'une augmentation plus modérée que certains ne le prédisaient, décidée afin d'éviter une dégrindolade des cours face à une demande en berne. Suite à cette décision, le quota de l'Algérie sera augmenté de 4 000 barils/jour durant le même mois.

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, qui a pris part, à cette réunion ministérielle a souligné que la décision prise par les huit pays membres du groupe «OPEP+ » reflète une approche prudente et équilibrée, visant à préserver la stabilité du marché tout en garantissant la flexibilité nécessaire face à l'évolution de la conjoncture économique internationale. Il a précisé que l'augmentation modérée de la production prévue pour novembre s'inscrit dans un contexte marqué par une persistance de l'incertitude : la demande mondiale de pétrole reste soutenue mais pourrait connaître un ralentissement dans les prochains mois. Les ministres ont également réaffirmé leur détermination à poursuivre la coordination régulière, à travers la tenue de réunions mensuelles, permettant un suivi constant de l'évolution du marché et la garantie d'une mise en œuvre efficace des mesures convenues. La prochaine réunion ministérielle du groupe des huit pays de l'« OPEP+ » est programmée pour le 02 novembre 2025.

HYDROCARBURES ET PÉTROCHIMIE

L'Algérie et Oman scellent un partenariat stratégique

Par M. A.

Le ministre D'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu ce dimanche au siège du ministère à Alger l'ambassadeur du Sultanat d'Oman en Algérie, Saif Bin Nasser Bin Rashid Al-Badai, ainsi qu'une délégation de la société omanaise AbrajEnergy Services SAOG, conduite par son Président-directeur général (P-DG), Saif bin Saïd Al-Hamhami. Cette réunion s'est tenue en marge de la participation du groupe omanais à la 13e édition du Salon international "Africa&MediterraneanEnergy&Hydrogen Exhibition and Conference " (NAPEC 2025) qui se déroulera à Oran.

Au centre des échanges se trouve le renforcement des partenariats bilatéraux dans les domaines des hydrocarbures, des services pétroliers et des mines. Les discussions ont porté sur la mise en œuvre du protocole d'accord signé en avril 2024 et de l'accord préliminaire (TermSheet) conclu en mai 2025, deux textes fondateurs visant la création d'une société mixte algéro-omanaise. Cette coentreprise sera spécialisée dans les services pétroliers intégrés, couvrant un large éventail d'activités, dont le forage, la maintenance, la gestion des puits et la conduite de projets. Selon Mohamed Arkab, cette initiative représente « une étape stratégique dans la modernisation du secteur énergétique national ». Il a souligné que la nouvelle société permettra de renforcer les capacités locales, de favoriser le transfert technologique et de former une nouvelle génération de compétences algériennes. « L'objectif, a-t-il affirmé, est de bâtir une industrie de services pétroliers performante, compétitive et exportable, capable de soutenir la souveraineté énergétique de notre pays tout en stimulant la coopération Sud-Sud ». Les deux parties ont également abordé l'élaboration du cadre technique, juridique, économique et financier qui encadrera l'implantation de cette coentreprise en Algérie. La société devrait contribuer activement à l'essor du tissu industriel local, notamment dans la fabrication d'équipements destinés à l'exploitation pétrolière et gazière. Au-delà des services pétroliers, les discussions ont ouvert la voie à de nouveaux horizons de coopération, en particulier dans les industries pétrochimiques, la commercialisation du pétrole brut et du gaz naturel liquéfié (GNL), ainsi que dans l'échange d'expertise et la formation spécialisée.

Mohamed Arkab a réitéré la volonté de l'Algérie de « consolider un partenariat durable et mutuellement bénéfique avec le Sultanat d'Oman », invitant les entreprises omanaises à investir davantage dans le secteur des hydrocarbures et des mines. «L'Algérie aspire à devenir une véritable plateforme régionale de l'énergie et des services pétroliers en Afrique», a-t-il déclaré, insistant sur le rôle moteur des alliances stratégiques dans la diversification de l'économie nationale.

HASSI R'MEL, TIN FOUYÉ TABANKORT, IN AMENAS...

Les mégaprojets gaziers pour l'avenir énergétique

Par M. A.

L'Algérie consolide sa position parmi les grands producteurs mondiaux de gaz en accélérant la cadence de ses investissements. Conformément aux objectifs gouvernementaux, le pays s'est engagé dans une série de projets structurants visant à porter sa production à 200 milliards de mètres cubes par an d'ici cinq ans, dont la moitié sera destinée à l'exportation. Ce cap ambitieux s'appuie sur des investissements massifs, des innovations technologiques et une stratégie de décarbonation progressive des opérations.

Au cœur de cette stratégie, l'entreprise nationale Sonatrach demeure le moteur principal. Elle met en œuvre un programme d'investissement colossal de 40 milliards de dollars à l'horizon 2027, dont 30 milliards sont alloués spécifiquement à l'exploration et au développement de nouveaux gisements.

Cette dynamique est renforcée par des partenariats internationaux, notamment avec la compagnie italienne Eni, qui a contribué à plusieurs découvertes majeures en 2024 dans les bassins de Hassi Messaoud et Berkine. D'après la plateforme spécialisée « Attaqa.net », les efforts se concentrent sur des projets phares destinés à générer d'importantes réserves additionnelles. Le développement du champ de HassiR'mel, le plus vaste du pays, est ainsi censé apporter 121 milliards de mètres cubes de gaz sec, 7 millions de tonnes de condensats et 3 millions de tonnes de GPL. D'autres chantiers stratégiques sont en cours, à l'image du projet Tin FouyeTabankort (TFT), qui permettra la récupération de 11,5 milliards de mètres cubes de gaz, et du complexe d'In Amenas 2, dédié à la production de gaz humide. L'ensemble de ces initiatives s'accompagne d'une intégration progressive des énergies renouvelables, via l'installation de centrales solaires pour alimenter les sites d'extraction.

Bien le rapport ait relevé une légère contraction conjoncturelle de la production totale d'hydrocarbures (passée de 3,3 millions de barils équivalent pétrole par jour en 2024 à 3,2 millions actuellement), cette donnée n'entrave pas la trajectoire de croissance gazière. Par ailleurs, l'Algérie poursuit un redressement graduel de sa production pétrolière, conformément aux décisions de l'OPEP+, visant 963 000 barils par jour en octobre 2025 après être tombée à 907 000 barils par jour en 2024. Le potentiel du sous-sol algérien reste considérable, avec des réserves nationales estimées à 12,2 milliards de barils de pétrole et 4,5 billions de mètres cubes de gaz, confirmées par 14 découvertes réalisées en 2024.

En conjuguant modernisation technologique, exploitation raisonnée et valorisation durable de ses ressources, l'Algérie entend non seulement renforcer sa sécurité énergétique, mais aussi consolider sa place de fournisseur stratégique de gaz pour les marchés européen et africain. Cette orientation traduit la volonté du pays de transformer son modèle énergétique en un levier de croissance, d'innovation et de souveraineté économique.

EXPO OSAKA 2025

Deuxième semaine promotionnelle de l'Algérie comme destination touristique et d'investissement de choix

L'Exposition universelle "Expo Osaka 2025" au Japon, abrite du 1er au 8 octobre courant, la deuxième semaine promotionnelle de l'Algérie en tant que destination touristique et d'investissement de choix, a indiqué, samedi, un communiqué de l'Office national du tourisme (ONAT). Le secteur du Tourisme et de l'Artisanat, représenté par l'ONAT, poursuit sa présence remarquable à l'Expo Osaka 2025, et ce à l'occasion de la deuxième semaine dédiée à la promotion de la destination touristique algérienne, organisée du 1er au 8 octobre courant", a précisé la même source. Participent à cet évènement universel, outre l'ONAT, la Chambre d'artisanat et des métiers d'Alger (CAM), l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), ainsi qu'un groupe d'artisans algériens talentueux. La participation nationale à cette manifestation s'est distinguée par des expositions comprenant "des pièces d'art, des bijoux traditionnels en corail, ainsi que des défilés de mode mettant en valeur des tenues traditionnelles authentiques algériennes et d'autres folkloriques". Le stand algérien a connu une forte affluence du public, où les visiteurs ont pu vivre "une expérience exceptionnelle grâce à la technologie de réalité virtuelle, leur permettant d'effectuer une visite virtuelle à la découverte de la beauté et de la diversité du patrimoine touristique algérien". La participation de l'Algérie à ce rendez-vous mondial reflète la richesse de son patrimoine ancestral et la diversité de sa culture singulière, outre son attractivité en tant que destination touristique et d'investissement de choix", conclut le communiqué.

4e ÉDITION DU SALON BEVALG

Partenariat, exportation et amélioration de la qualité au centre de l'évènement à Alger

Le développement des partenariats nationaux et internationaux en quête d'opportunités d'exportation du produit local ainsi que le renforcement des normes de qualité des produits figurent parmi les principaux axes de la 4e édition du Salon international des boissons et aliments liquides "BEVALG", ayant débuté samedi à Alger au Palais des expositions "SAFEX", Pins maritimes, avec la participation d'une soixantaine d'exposants. Cet événement qui s'étalera sur quatre jours et réunit des exposants locaux dont une entreprise mixte algéro-chinoise, tend à mettre en avant les mutations en cours en Algérie dans l'industrie agroalimentaire en général et dans la filière des boissons en particulier. Selon les organisateurs, cette manifestation contribue à la consolidation de la sécurité alimentaire, à la protection du pouvoir d'achat et au renforcement de la compétitivité du produit algérien sur les marchés africains et méditerranéens. A cette occasion, le commissaire du Salon, Djalal Louze, a déclaré que cette manifestation constituait une plateforme reflétant les efforts des pouvoirs publics afin de promouvoir l'industrie nationale et la transformer en opportunités concrètes, ajoutant que le Salon se voulait aussi un espace de rencontre réunissant industriels, investisseurs, distributeurs et experts. Les dernières technologies en matière de production et d'emballage seront présentées également durant cet évènement afin d'ouvrir des perspectives de coopération et de partenariat, a-t-il fait savoir. Placée sous le slogan "Les aliments liquides, innovation sans limites", cette édition représente également une occasion pour sensibiliser aux normes de qualité, renforcer les chaînes d'approvisionnement et faciliter un accès organisé et durable de l'industrie des boissons et des produits liquides algériens aux marchés régionaux. Le salon "BEVALG" prévoit des rencontres entre fournisseurs et producteurs afin de sceller des partenariats productifs, renforcer l'offre locale et lever les éventuels obstacles dans les chaînes d'approvisionnement. Au programme du Salon, des conférences seront animées par des experts et des professionnels, abordant notamment les normes comme outil pratique de protection du consommateur et de renforcement de la confiance dans le produit, la durabilité des ressources en eaux minérales, la chaîne logistique ainsi que les perspectives de développement des chaînes de valeur et de promotion de la filière du conditionnent et de l'emballage.

SALON INTERNATIONAL D'AGRI TECH EXPO 2025

La 3e édition ouvrira ses portes mardi prochain à Annaba

La 3e édition du Salon international de l'investissement agricole et de la technologie (Agri Tech Expo 2025) ouvrira ses portes mardi prochain au Sheraton d'Annaba, avec la participation de 120 exposants d'Algérie et de l'étranger et de 25 chambres agricoles relevant de la Chambre nationale d'agriculture, ont annoncé samedi les organisateurs dans un communiqué. Cet événement, placé sous le slogan "Vers une agriculture technologique - perspectives d'exportation", vise à mettre en avant les importantes potentialités du secteur agricole en Algérie, en tant que levier pour la réalisation de la sécurité alimentaire et la diversification de l'économie nationale, précise le communiqué. Prévu jusqu'à jeudi prochain, Agri Tech Expo permettra de présenter les dernières innovations dans les domaines de l'agriculture de précision, de l'élevage et de la transformation agroalimentaire. La Tunisie est invitée d'honneur de cette édition, qui vise à renforcer la coopération intra-africaine dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Des rencontres bilatérales (B2B) sont prévues à cette occasion entre différents acteurs (agriculteurs, investisseurs, experts, start-up) en vue de conclure de nouveaux partenariats, notamment dans le cadre de la coopération sud-sud. Le salon devrait attirer plus de 10.000 visiteurs, dont des professionnels, des universitaires et des étudiants, en plus de la présence de diplomates issus de plusieurs pays africains. Les start-up y prendront part activement afin de tirer profit des expertises échangées et d'élargir leurs perspectives d'investissement. Des ateliers techniques et des communications scientifiques seront animés par des experts locaux et internationaux autour de thématiques majeures comme l'agriculture stratégique, le développement de l'agriculture saharienne et les moyens d'améliorer la production et la transformation. Agri Tech Expo 2025 accordera également une attention particulière à la protection de l'environnement, à travers des ateliers dédiés au recyclage et à la valorisation des déchets agricoles et à la production d'énergies renouvelables et d'engrais dans le cadre de l'économie circulaire.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Les Salons régionaux de l'emploi du 6 au 23 octobre

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels organise, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, du 6 au 23 octobre en cours, les Salons régionaux de l'emploi, avec la participation de plus de 500 candidats qualifiés et spécialisés dans différents domaines professionnels et académiques. Placés sous le slogan "De la formation à l'insertion et à l'innovation", ces Salons régionaux de l'emploi sont prévus dans les wilayas de Constantine (région Nord-Est), d'Oran (région Nord-Ouest), de Béchar (région Sud-Ouest), de Ghardaïa (région Sud-Centre), d'El-Oued (région Sud-Est) et d'Alger (région Nord-Centre), a précisé un communiqué du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels. "Les diplômés des établissements de formation professionnelle désirant participer à ces salons ont jusqu'au 9 octobre pour s'inscrire via le site officiel : https://regionaljobfairs.mvet.dz", selon la même source.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	1,63	6,24	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1415,00	0,35	0,38	-0,01	9,10	5,50	72768	102 966 720,00
BIOPHARM	BIO	2 351,00	NC	0,00	0,18	-1,71	6,25	6,81	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 118,00	2118,00	0,00	-5,39	-6,61	10,10	5,90	2072	4 388 496,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,12	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	2,99	-0,57	3,78	5,25	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2025

Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	54	62	47	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	63	75	50	الطماطم	
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف	
	Ail sec	581	659	503	الثوم الجاف	
	Carotte	92	104	81	الجزر	
	Navet	104	117	92	لفت	
	Poivron	85	99	71	الفلفل الاخضر	
	Piment	116	135	97	الفلفل الحار	
	Courgette	97	111	82	الكوسة	
	Haricot vert	177	198	157	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	110	125	96	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	328	417	239	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	590	717	463	التمر	
	Banane	425	437	413	الموز	
	Melon	87	97	77	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	80	90	70	البطيخ الاحمر	
	Raisin	215	277	152	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1810	1932	1688	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

TRANSPORT ET LOGISTIQUE

Le maillon stratégique du renouveau économique

Au lendemain du succès éclatant de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), le débat national sur la transformation économique s'élargit à une dimension souvent négligée : le transport et la logistique. Véritable colonne vertébrale de toute économie productive, ce secteur apparaît désormais comme le maillon stratégique du renouveau économique algérien.

Par Mourad A.

C'est dans cet esprit que les opérateurs économiques, réunis autour du Président de la République, ont mis en lumière les défis et les chantiers à engager pour bâtir une infrastructure logistique à la hauteur des ambitions nationales et africaines. Selon les chiffres présentés lors de la rencontre, le transport national reste à 70 % sous contrôle d'entreprises étrangères, un constat préoccupant pour un pays qui aspire à devenir une plateforme régionale d'exportation et d'intégration africaine.« Il est impensable de parler d'industrialisation et d'exportation sans maîtrise de notre logistique », a affirmé Moncef Bouderba, vice-président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) lors de son intervention sur la « Chaîne III » de la radio nationale, soulignant que l'Algérie devait impérativement « reprendre la main sur son système de transport et investir massivement dans les infrastructures multimodales ».

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : un seul avion-cargo dessert aujourd'hui le marché africain, alors que le volume potentiel des exportations dépasse largement les capacités existantes. « Nous devons considérer le transport non pas comme une dépense, mais comme un investissement à long terme », a plaidé M. Bouderba, estimant que les retombées économiques de ces investissements seraient visibles dès 2029–2030, à condition d'engager dès maintenant une stratégie nationale cohérente. Cette stratégie repose sur la création d'un réseau de transport multimodal, intégrant les volets aérien, maritime, terrestre et ferroviaire, afin d'assurer la fluidité des échanges et de réduire les coûts logistiques. Parmi les solutions évoquées figurent l'affrètement de navires et d'avions dédiés, ainsi que la mise en place de lignes spécialisées, à l'image de la ligne maritime Alger–Nouakchott, déjà opérationnelle, ou du port dédié à l'exportation du ciment.

Le transport devient ainsi un levier essentiel pour concrétiser la dynamique économique impulsée par l'IATF 2025, où 49 milliards de dollars de contrats commerciaux ont été signés entre entreprises publiques et privées. L'objectif est clair : positionner l'Algérie comme un acteur central dans le commerce intra-africain, estimé à plus de 700 milliards USD par an. Si le pays parvient à capter 10 à 15 % de ce marché, cela représenterait 70 à 100 milliards de dollars de flux économiques potentiels. Mais pour y parvenir, il faut lever plusieurs freins structurels : la lenteur administrative, les contraintes bancaires et la numérisation encore inachevée des procédures commerciales. Moncef Bouderba a insisté sur la nécessité d'« un dialogue permanent entre l'État et les opérateurs », pour garantir la transparence et l'efficacité des réformes. Il a également plaidé pour la création d'un fonds d'appui aux exportations, doté de 500 millions à 1 milliard de dollars par an, destiné à soutenir les entreprises qui s'implantent sur le marché africain.

Au-delà de l'aspect économique, cette dynamique s'inscrit dans une vision stratégique portée par le Président de la République : faire de l'Algérie une plateforme énergétique et logistique continentale. Cela implique de bâtir un appareil productif intégré, soutenu par un transport national performant et souverain. «L'entreprise algérienne veut s'enrichir, mais de manière noble et productive, au service de la nation », a résumé M. Bouderba, rappelant que la construction de la "maison Algérie" ne peut se faire sans une logistique solide, au service de la croissance, de l'emploi et de la compétitivité. À l'heure où le pays s'engage dans une phase de diversification accélérée, la logistique n'est plus un simple maillon technique : elle devient le pivot du développement durable, de la souveraineté économique et de l'ouverture africaine. Le chantier est immense, mais l'élan est bel et bien lancé.

TRANSPORTS

Said Arabet, nouveau PDG du Groupe Logitrans

Par R E.

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présidé, dimanche à Alger, la cérémonie d'installation du nouveau Président-directeur général (PDG) du Groupe de transport terrestre de marchandises et de logistique "Logitrans", M. Said Arabet, indique un communiqué du ministère. Lors de cette cérémonie, qui s'est déroulée au Palais du Gouvernement, en présence des cadres centraux du ministère, M. Sayoud a félicité le nouveau PDG, se disant confiant "en sa compétence et sa capacité à poursuivre le développement du groupe, qui requiert une attention particulière, une gestion moderne et une synergie des efforts pour atteindre les objectifs fixés", précise la même source. A cette occasion, le ministre a mis l'accent sur la nécessité d'assurer un approvisionnement régulier des wilayas du Sud en carburant, à travers le renforcement de la flotte nationale et du réseau de stations-service, notamment celles situées dans les zones éloignées, ainsi que l'ouverture de canaux de dialogue avec les opérateurs économiques et les encourager à contribuer à la nouvelle dynamique du groupe, afin de consolider son rôle au service de l'économie nationale et son ouverture sur l'espace africain, selon la même source. La nomination de M. Arabet, ajoute la même source, "reflète l'intérêt particulier que le ministre accorde à ce groupe stratégique", dans le cadre d'une approche globale des secteurs de l'Intérieur et des Transports visant à améliorer les services publics et à développer les capacités logistiques au service du développement local et national". Cette démarche revêt une importance particulière "après la décision de confier à Logitrans la gestion du poste frontalier du chahid Mustapha Ben Boulaïd à Tindouf, à même de renforcer son rôle en tant qu'acteur central dans la garantie de la fluidité des activités commerciales vers la profondeur africaine, et d'assurer la promotion des échanges et le développement des zones frontalières", conclut le communiqué.

UN NOUVEAU QUAI VIENT D'ÊTRE INAUGURÉ

Le port d'Alger renforce ses capacités

Par S R.

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a procédé hier à l'inauguration du quai n°18 du port d'Alger, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des hautes orientations du Président de la République, visant à opérer un saut qualitatif dans les ports nationaux à travers le développement de leurs infrastructures et l'amélioration des indicateurs de performance opérationnelle, notamment par la réduction des délais de transit et du temps de séjour des navires à quai.

À cette occasion, le ministre a affirmé que cette réalisation constitue une étape clé dans le processus de modernisation des quais et des ports nationaux, dans le cadre d'une vision stratégique intégrée visant à hisser le port d'Alger au rang des ports intelligents aux standards internationaux, garantissant ainsi le renforcement de la compétitivité de l'économie nationale et la consolidation de la position de l'Algérie comme hub logistique de premier plan en Méditerranée et en Afrique.

Ce projet est le fruit d'efforts considérables et d'un suivi direct du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, dans le cadre d'une vision éclairée visant à assurer la durabilité des infrastructures portuaires et à offrir des conditions d'exploitation modernes conformes aux standards internationaux, en application des orientations du Président de la République pour bâtir un secteur des transports intégré et durable. Ce projet s'inscrit dans la continuité du programme de réhabilitation et d'extension des quais, après l'inauguration des quais n°19, 20 et 21 le 5 juillet dernier, à la suite d'un effondrement partiel survenu au port en septembre 2022. Le rythme des travaux a pu être rétabli grâce au suivi rigoureux du ministre sur le terrain et aux ateliers techniques mis en place pour surmonter les obstacles et accélérer la cadence, jusqu'à l'achèvement de cet ouvrage stratégique, désormais livré selon les normes internationales.

Selon la même source, le nouveau quai s'étend sur une longueur de 265 mètres, avec un tirant d'eau permettant d'accueillir des navires de grande capacité. Il est également équipé de tours d'éclairage modernes et d'un réseau international de fibre optique, contribuant à fluidifier les opérations portuaires et à réduire le temps d'escale des navires.

Le rythme de traitement des conteneurs a enregistré une croissance de 30 % par rapport à l'année précédente, ce qui renforce la capacité du port à accueillir plus de 2 000 navires et 900 000 conteneurs par an.

FAO/ CÉRÉALES

La production mondiale avoisinera les 3 milliards de tonnes en 2025

Par M A.

La production mondiale de céréales devrait atteindre 2.971millions de tonnes en 2025, en hausse de 3,8?% par rapport à l'année précédente, selon les dernières prévisions de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Il s'agit de la plus forte croissance annuelle enregistrée depuis 2013, précise l'organisation onusienne. Cette révision à la hausse, détaillée dans le nouveau Bulletin sur l'offre et la demande de céréales, s'appuie sur des perspectives de récoltes prometteuses pour toutes les principales cultures: le blé en Australie, le maïs aux Etats-Unis et le riz en Inde.

Concernant la campagne de commercialisation, la consommation mondiale de céréales sur la période 2025-2026 devrait s'établir à 2.930 millions de tonnes, soutenue par une offre abondante destinée à la consommation humaine et animale. Les stocks mondiaux devraient, quant à eux, progresser pour atteindre 900,2millions de tonnes à la clôture des campagnes de 2026 avec une ratio stocks/utilisation stable à 30,6 %, garantissant une sécurité d'approvisionnement. Les échanges internationaux de céréales devraient également croître de 2,5?% en 2025, pour atteindre 497,1 millions de tonnes. Cette hausse est portée par une dynamique accrue sur le marché du blé. En revanche, les exportations de riz pourraient reculer, notamment vers l'Afrique, en raison de bonnes récoltes locales et d'achats déjà réalisés en 2025.

OULED DJELLAL

Lancement "prochain" de la réalisation de 3 châteaux d'eau

La réalisation de trois nouveaux châteaux d'eau d'une capacité de 1.000 m3 chacun sera « prochainement » lancée dans la wilaya d'Ouled Djellal afin de renforcer les capacités de stockage et d'améliorer le système de distribution d'eau, a-t-on appris samedi auprès du directeur local de l'hydraulique, Kamel Henna. Les travaux de réalisation de ces ouvrages dont deux à Ouled Djellal et un à Sidi Khaled seront engagés dès le parachèvement des procédures administratives requises, a précisé le même responsable dans les explications données au wali, Abderrahmane Dehimi lors de la cérémonie de lancement des travaux de construction d'un château d'eau de 2.500 m3 dans la zone d'expansion du plan d'occupation du sol (POS) n 16 de la commune d'Ouled Djellal. Ces projets s'inscrivent dans le cadre d'une opération de réalisation de huit châteaux d'eau pour une enveloppe financière de 700 millions DA dans un délai de 12 mois, a indiqué M. Henna, qui a fait état du lancement de travaux de réalisation de quatre châteaux d'eau d'une capacité de 2.500 m3 à Sidi Khaled (2), Ouled Djellal (1) et à El Mehissar (1). Le wali a insisté à l'occasion sur la nécessité de hâter la réalisation de ces ouvrages qui assureront un approvisionnement régulier en eau des habitants.

JIJEL

Vers la réception de plusieurs projets de renforcement de l'alimentation en eau potable à El Milia

Plusieurs projets de renforcement de l'alimentation en eau potable des habitants de la commune d'El Milia (55 km à l'Est de Jijel) seront « prochainement » réceptionnés, a indiqué samedi le président de l'Assemblée populaire communale de cette collectivité, Omar Mekiou.

Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a assuré que les quantités d'eau destinées à alimenter les habitants de plusieurs agglomérations de la commune seront doublées au terme des projets sectoriels actuellement en cours de réalisation. La localité d'Ouled Ali qui compte plus de 16.000 habitants a ainsi bénéficié d'un projet de renforcement de son approvisionnement en eau potable depuis le barrage de Boussiaba en plus de l'extension et de la rénovation du réseau de distribution, a précisé le même élu qui a ajouté que l'agglomération d'Ouled Arbi a également bénéficié d'une opération similaire de renforcement de son alimentation depuis le même barrage et de la réalisation d'un château d'eau de 100 m3. Les localités de Tihedjline et de Zerzour seront également alimentées depuis le barrage de Boussiada à la faveur d'une opération portant également sur la réalisation de deux stations de pompage et d'un château d'eau, selon la même source. Au cours du mois de septembre passé, les travaux ont été lancés pour la rénovation du réseau d'eau potable de la localité de Chorfa et d'extension au réseau d'eau potable aux localités d'El Ouati, El Kessab et Teskimet, a ajouté le même responsable. Nombre de ces projets en cours de réalisation seront réceptionnés « au cours du dernier trimestre de l'année en cours 2025 » à l'instar de ceux des localités d'Ouled Ali et Ouled Arbi qui sont actuellement au stade des essais, tandis que les autres opérations seront réceptionnées « durant la prochaine année 2026 », a précié, M. Mekiou.

TISSEMSILT

Plus de 30.000 quintaux de semences disponibles pour la campagne labours semailles

Plus de 30.000 quintaux de semences de céréales ont été mis à la disposition des agriculteurs de la wilaya de Tissemsilt, en prévision du lancement de la campagne labours semailles pour la saison agricole 2025-2026, a indiqué Abdelkader Loumani, directeur de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya. M. Loumani a précisé que ces 30.000 quintaux de semences concernent le blé dur, le blé tendre et l'orge, et sont distribués à travers des points de vente situés dans les communes de Bordj Emir Abdelkader, Theniet El Had, El Ayoun et Tissemsilt. Il a également indiqué que 5.000 quintaux d'engrais ont été mis à disposition des agriculteurs pour les opérations de labour profond et de couverture, en vue de couvrir la superficie prévue pour cette campagne, qui dépasse les 60.000 hectares. Concernant le guichet unique pour l'acquisition de semences et d'engrais dans le cadre du crédit "R'fig", 130 dossiers sont actuellement à l'étude par la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), et l'opération se poursuit afin d'accompagner les agriculteurs souhaitant bénéficier de ce mécanisme dans la wilaya, a ajouté la même source. A noter que la wilaya de Tissemsilt a bénéficié de projets de réalisation de 7 centres de proximité pour le stockage des céréales, en plus d'un silo métallique d'une capacité de 200.000 quintaux à Sidi Mansour, dans la commune de Khemisti, dans le cadre du renforcement des capacités de stockage au niveau local.

CONSTANTINE

La communication comme levier de promotion de la santé scolaire soulignée

L'importance de la communication dans la promotion de la santé scolaire a été soulignée samedi à Constantine, à la clôture du Congrès national sur la santé scolaire, organisé à l'initiative de l'Institut national de santé publique (INSP). La rencontre, qui a rassemblé des professionnels de la santé scolaire venus de toutes les wilayas du pays ainsi que des représentants du secteur de l'Education nationale, a mis en évidence la nécessité de renforcer la communication entre les différents intervenants à savoir médecins, encadrement pédagogique et administratif, ainsi que les élèves pour promouvoir ce domaine qui concerne environ 12 millions d'élèves. Au terme des travaux, les participants ont recommandé une meilleure coordination entre ces acteurs en la matière, afin de valoriser les efforts de l'Etat dans le domaine de la santé scolaire. Dans ce contexte, le directeur général de l'INSP, le professeur, Abderrezak Bouamra, a rappelé que ce congrès s'inscrit dans le cadre du développement des compétences des médecins, dentistes et psychologues exerçant en milieu scolaire. Il a précisé que l'initiative a été également une opportunité pour sensibiliser et informer sur le rôle de la coordination et la concertation dans l'efficacité des actions menées dans ce cadre. La rencontre a permis de souligner l'importance de la prévention et du dépistage précoce dans l'efficacité de l'orientation et de la prise en charge des élèves. Des communications et des ateliers de formation ont été organisés durant ce congrès national, offrant un espace d'échange autour de plusieurs thématiques liées à la santé scolaire dont la nutrition, la prise en charge des élèves atteints de diabète, la réduction du phénomène des caries dentaires, ainsi que la gestion des épidémies en milieu scolaire. La rencontre a été organisée en collaboration avec l'association nationale de la santé scolaire (ANSS), a-t-on souligné.

NÂAMA

Un programme pour la concrétisation de 25 actions de maintenance et de modernisation des routes

Un programme comprenant 25 opérations de réhabilitation et de modernisation du réseau routier national et de wilaya, ainsi que de remise en état d'ouvrages d'art, est en cours de réalisation dans la wilaya de Nâama, a-t-on appris auprès de la direction des Travaux publics. Ce programme vital s'inscrit dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant à faciliter la circulation et à booster le développement économique et la dynamique locale, à travers, notamment, la modernisation de plusieurs tronçons de la Route Nationale RN 6 sur une distance totale de 55 km, dont un tronçon de 25 km situé dans la commune de Moghrar, au Sud de la wilaya, a précisé la même source.

Par ailleurs, les travaux d'entretien du chemin de wilaya CW 7 sur 20 km, dans la commune de Kasdir, sont presque achevés, tandis que les travaux de remise en état du CW 5 se poursuivent entre les communes de Aïn Sefra et Sfissifa sur 30 km. Deux projets d'entretien d'ouvrages de drainage des eaux sont également en cours sur le chemin vicinal N 7 reliant Aïn Ouarka (Nâama) à Boussemghoun (El Bayadh), avec un taux d'avancement des travaux oscillant entre 50 % et 90 %.

Le même programme sectoriel comprend aussi d'autres projets, notamment la mise en place de signalisation horizontale sur 280 km, l'entretien de trois ouvrages d'art sur la RN 119 et le revêtement de 14 km sur la RN 22. D'autres études techniques ont été lancées en vue de la réalisation de la double voie de la RN 6 entre Aïn Sefra (Nâama) et Oued Lakhdar (Bechar), la réalisation d'une route de liaison entre les RN 22 et RN 47 sur 25 km, ainsi que de la réalisation de la voie de contournement de la ville d'Aïn Sefra. Il est à noter que la wilaya de Nâama dispose d'un réseau routier composé de 859 km de routes nationales, dont 153 km en double voie, 214 km de chemins de wilaya,ainsi que 2.342 km de chemins communaux, dont 1.272 km revêtues, selon les données de la même direction.

Les abominations théologiques dans l'Amérique de Trump

C'est un moment un peu comme celui-ci, il y a 30 ans, qui a fait de moi une érudite de la bible. Dans la période qui a précédé l'adoption de la loi de 1996 sur la réforme de l'aide sociale, les dirigeants politiques et religieux se sont servis des Écritures pour justifier la fermeture des programmes alimentaires et l'exclusion des mères et de leurs bébés de l'aide publique.

2e partie et fin

Par Liz Theoharis (*)

Dans un article du Denison Forum, elle est encore plus explicite quant à son interprétation biblique et théologique de la pauvreté et de la nécessité de prendre soin des nantis plutôt que des pauvres. Elle écrit : « Ceux qui considèrent le message du Christ envers les pauvres et les nécessiteux comme le pilier central de l'Évangile commettent une erreur similaire. Alors que les mouvements pour la justice sociale ont fait beaucoup pour mettre en évidence les péchés de longue date de notre société et ont appelé les croyants à l'action, la tentation peut être grande de laisser ce message prendre le pas sur notre besoin inné d'être sauvés par Jésus. » Ces propos me rappellent la résistance religieuse à laquelle j'ai été confrontée pendant des décennies, avant même l'adoption de la réforme de l'aide sociale, et la perpétuelle opposition entre Jésus et la justice depuis lors.

La bataille de la Bible

Bien entendu, une telle bataille pour la Bible est loin d'être nouvelle en Amérique. Elle remonte à bien avant l'émergence d'une nouvelle forme de christianisme dans la Silicon Valley. Dans les années 1700 et 1800, les propriétaires d'esclaves citaient le livre de Philémon et des passages des épîtres de saint Paul pour affirmer que l'esclavage avait été ordonné par Dieu, tout en arrachant les pages de l'Exode lorsqu'ils donnaient des bibles aux esclaves. Pendant l'âge d'or du XIXe siècle, les églises et les politiciens ont prêché ce que l'on a appelé un « évangile de la prospérité » qui vantait les vertus du capitalisme industriel. Des décennies plus tard, les ségrégationnistes ont continué d'utiliser des versets bibliques dévoyés pour approuver les pratiques de Jim Crow, tandis que la Majorité Morale, fondée en 1979 par le pasteur baptiste Jerry Falwell, père, a contribué à intégrer une nouvelle génération d'extrémistes chrétiens dans la politique nationale.

Au cours des dernières décennies, l'utilisation de la Bible pour justifier ce qui passe pour être la « loi et l'ordre » (et la punition des pauvres) n'a fait que s'intensifier.

Au cours du premier mandat de Donald Trump, le procureur général Jeff Sessions a défendu la politique de l'administration consistant à séparer les enfants immigrés de leurs familles à la frontière en citant un passage de l'épître de l'apôtre Paul aux Romains : « Je voudrais vous citer l'apôtre Paul et son commandement clair et sage dans Romains 13, d'obéir aux lois du gouvernement parce que Dieu les a ordonnées dans le but d'assurer l'ordre. Les processus ordonnés et légaux sont bons en eux-mêmes et protègent les faibles et les justes. »

L'attachée de presse de la Maison Blanche, Sarah Huckabee Sanders, a résumé la même idée peu de temps après en déclarant : « Il est parfaitement biblique d'appliquer la loi. » Et lors de son premier discours de président de la Chambre des représentants, Mike Johnson a déclaré à ses collègues : « Je suis convaincu que les Écritures, la Bible, sont très claires : c'est Dieu qui élève ceux qui détiennent l'autorité », faisant écho à l'épître aux Romains du Nouveau Testament, dans laquelle Paul écrit que « les autorités qui existent sont établies par Dieu ».

Au cours des dernières années, des politiciens républicains et des leaders religieux ont poursuivi leur utilisation de références bibliques pour punir les pauvres, citant des textes pour justifier la suppression de l'accès aux soins de santé et à l'aide alimentaire. Le représentant Jodey Arrington (Republicain-Texas), réfutant un activiste juif qui s'était référé à un commandement du Lévitique de nourrir les affamés, a cité la 2e épître aux Thessaloniciens pour justifier l'augmentation des exigences en matière de travail pour les personnes éligibles au programme d'aide nutritionnelle supplémentaire (SNAP). Et ce n'était là qu'une des nombreuses attaques républicaines contre le programme d'aide alimentaire aux gens à faibles revenus, parmi une myriade de tentatives visant à démanteler le système de protection sociale dans la perspective du « Big Beautiful Bill » du président Trump, le plus grand transfert de richesse du bas vers le haut de l'histoire américaine et le couronnement du projet 2025 de Russell Vought.

Arrington a déclaré : « Mais il y a aussi, vous savez, dans l'Écriture, nous dit la 2e épître aux Thessaloniciens chapitre 3-10, qui dit, euh : « Car même lorsque nous étions avec vous, nous vous avons donné cette règle : si un homme ne veut pas travailler, il ne mangera pas. » Il a poursuivi en disant : « Nous avons appris que certains d'entre vous sont oisifs […] Je pense qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que nous ayons des exigences en matière de travail. »

Et Arrington est loin d'être le seul. En effet, le même passage avait déjà été utilisé par les représentants Kevin Cramer (Republicain – Dakota du Nord) et Stephen Lee Fincher (Républicain-Tennessee) pour justifier la suppression des bons d'alimentation lors d'un débat sur une précédente loi agricole.

Le représentant Mo Brooks (Républicain-Alabama) a utilisé un langage religieux similaire, classant les gens entre les méritants et les non méritants, pour s'opposer à un plan de santé qui protège ceux d'entre nous qui ont des problèmes de santé génétiques. Il a insisté sur le fait que seules « les personnes qui mènent une bonne vie » et « qui ont fait ce qu'il fallait pour garder leur corps en bonne santé » devraient bénéficier d'une réduction des coûts en matière de soins de santé.

Ces hommes politiques « chrétiens » détournent régulièrement des passages de la Bible pour rendre les pauvres responsables de leur pauvreté. Bien entendu, il n'y a jamais la moindre indication que les riches, qui ont volé les salaires des gens et se sont enrichis en leur refusant des soins de santé, sont en quoi que ce soit à blâmer.

Une théologie de la libération pour l'époque actuelle

De telles interprétations des textes bibliques nuisent à la vie de tous (à l'exception, bien sûr, des super riches), mais surtout à celle des pauvres. Et, bien qu'on ne s'y attende pas de la part de ces Républicains, elles vont à l'encontre des thèmes principaux des textes de la Bible. L'ensemble de la Bible chrétienne, depuis la Genèse jusqu'à l'Apocalypse, est imprégné d'un esprit de justice. Les équivalents historiques des programmes de lutte contre la pauvreté la traversent de part en part.

Cela commence avec le livre de l'Exode et la manne (pain) qui apparaît jour après jour, de sorte que personne n'en ait ni trop ni pas assez. Il s'agit probablement d'une réponse au pharaon égyptien qui avait mis en place un système par lequel quelques chefs religieux et politiques accumulaient de grandes richesses aux dépens du peuple. Le plan de Dieu, en revanche, prévoyait que la société soit organisée de manière à répondre aux besoins de tous, en décrivant notamment comment les chefs politiques et religieux étaient censés libérer les esclaves, remettre les dettes, payer aux gens ce qu'ils méritent et distribuer des financements aux nécessiteux. L'esprit biblique de justice se poursuit ensuite via les prophètes qui insistent sur le fait que la façon d'aimer et d'honorer Dieu est de promouvoir des programmes qui élèvent les pauvres et les marginalisés, tout en décriant les détenteurs du pouvoir qui dissimulent l'oppression sous des termes religieux et des versions hérétiques de la théologie chrétienne.

Mes propres racines politiques et morales se trouvent dans les mouvements de défense des droits sociaux et les syndicats de sans-abri, dans les initiatives menées par des personnes pauvres et dépossédées qui organisent un « nouvel underground railroad » [Le chemin de fer clandestin est un réseau de routes, d'itinéraires et de refuges sûrs utilisé par les esclaves afro-américains fuyant vers la liberté au-delà de la ligne Mason-Dixon et jusqu'au Canada avec l'aide des abolitionnistes qui adhéraient à leur cause, NdT] et mettent le christianisme au défi de prêcher et de mettre en pratique les enseignements du Christ. Cette conviction a été exprimée par la révérende Yvonne Delk lors du sommet de 1992 « Sortir de la pauvreté Sommet sur la survie », lorsqu'elle a déclaré que la société, y compris l'Église, devait adopter la position voulant que « les pauvres ne sont pas des pécheurs, mais la pauvreté est un péché contre Dieu auquel on peut et on doit mettre un terme ».

Les paroles de Delk font écho à d'autres paroles prononcées 20 ans plus tôt. En 1972, Beulah Sanders, l'une des dirigeantes de la National Welfare Rights Organization, la plus grande organisation de pauvres des années 1960 et 1970, s'est adressée au Conseil national des Eglises : « Je représente ici toutes les personnes pauvres qui bénéficient de l'aide sociale et beaucoup d'autres qui n'en bénéficient pas, a-t-elle déclaré, des gens qui croient au mode de vie chrétien […] des gens dont les centimes et les pièces de monnaie ont permis de construire les églises chrétiennes d'Amérique. Parce que nous croyons au christianisme, nous avons continué à soutenir les églises chrétiennes […] Nous vous appelons […] à vous joindre à nous au sein de la National Welfare Rights Organization. Nous vous demandons votre soutien moral, personnel et financier dans cette bataille pour le pain, la dignité et la justice pour toute la population. Si nous échouons dans notre lutte, le christianisme aura échoué. »

Dans un monde à la Trump, où l'extrémisme chrétien devient la norme, nous ne devons pas laisser les paroles de Beulah Sanders tomber dans l'oubli ou alors les pires craintes d'innombrables prophètes et combattants de la liberté se réaliseront. Nous devons plutôt puiser la force nécessaire pour concrétiser une vision théologique et spirituelle où personne n'est exclu et créer la capacité, alimentée par la foi, de la réaliser. Le moment est venu. Puissions-nous y parvenir.

(*) Une habituée de TomDispatch, est théologienne, ministre ordonnée et activiste anti-pauvreté. Directrice du Centre Kairos pour les religions, les droits et la justice sociale et coprésidente de la Campagne des pauvres

Source : TomDispatch, publié le 09-09-2025
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

AU LARGE DES CÔTES ÉGYPTIENNES

QatarEnergy acquiert une participation dans la zone d'exploration au nord de Cléopâtre

QatarEnergy a signé un accord avec Shell, en vertu duquel elle acquiert une participation de 27% dans la zone au nord de Cléopâtre, au large des côtes de la République arabe d'Égypte.
QatarEnergy a précisé dans un communiqué publié aujourd'hui qu'en vertu de cet accord, qui doit être approuvé par le gouvernement égyptien, Shell (l'opérateur) détiendra une participation de 36%, Chevron une participation de 27% et Tharwa Petroleum une participation de 10%.
À cette occasion, Son Excellence l'ingénieur Saad bin Sherida Al Kaabi, ministre d'État chargé de l'Énergie, Directeur général et président-directeur général de Qatar Energy, a déclaré: «Nous sommes content de cette nouvelle opportunité, qui élargit la portée de nos activités d'exploration en République arabe d'Égypte.
Il a ajouté : «Je tiens à profiter de cette occasion pour remercier le ministère égyptien du Pétrole et des Ressources minérales, ainsi que nos partenaires dans la zone d'exploration, pour leur précieux soutien et leur coopération.
Nous sommes impatients de travailler ensemble pour atteindre nos objectifs en matière d'exploration».
La zone nord de Cléopâtre est située dans le bassin d'Hérodote, au large des côtes égyptiennes, à proximité de la partie nord de la zone nord de Dabaa, où Qatar Energy détient une participation de 23 % dans la zone nord de Cléopâtre, qui couvre une superficie de plus de 3 400 km² dans des eaux atteignant 2 600 mètres de profondeur.

EGYPTE

Le secteur du tourisme réalise des recettes record

L'Egypte a mis en place une stratégie de marketing visant à attirer de nouveaux marchés touristiques et à maximiser les recettes du secteur, a dit le premier ministre.

Le Premier ministre, Mostafa Madbouly, a annoncé lors d'une conférence de presse jeudi 2 octobre à l'issue de la réunion hebdomadaire du Conseil des ministres que le secteur du tourisme a réalisé « des recettes records jamais vues dans l'histoire de l'Egypte ».
Madbouly est revenu sur la stratégie gouvernementale visant à diversifier les marchés et à maximiser les revenus du secteur en accord avec les directives du président de la République. L'objectif principal est de diversifier les investissements et les produits touristiques pour attirer un nouveau segment de visiteurs et augmenter significativement les recettes. L'objectif est d'augmenter la croissance de l'industrie qui a déjà affiché la plus forte progression parmi tous les secteurs durant l'exercice fiscal 2024-2025.
« Bien que l'Egypte soit renommée pour son tourisme balnéaire, celui-ci ciblait jusqu'à présent une clientèle dont les dépenses étaient faibles ou moyennes. Les efforts se concentrent désormais sur le segment de luxe et visent un touriste qui dépense des sommes bien plus importantes. Une nouvelle offre touristique a été développée pour s'aligner sur ce niveau de dépense », a déclaré le chef du gouvernement.
Il a souligné le succès de cette orientation, notant que la dépense moyenne par touriste est passée de 950-1000 dollars à environ 2000 dollars, marquant un changement qualitatif majeur.
Le gouvernement vise en même temps de nouveaux marchés pourvoyeurs de touristes, en particulier en Asie de l'Est, dont le rendement touristique est historiquement plus élevé ainsi qu'en Europe et dans les pays arabes.

Le GEM, un catalyseur majeur pour le tourisme

Le plan inclut également l'intégration de nouvelles formes de tourisme comme le tourisme de loisirs qui sera désormais lié de manière plus étroite au tourisme culturel et archéologique, a affirmé Madbouly. A ce titre, l'ouverture prochaine du Grand Musée Égyptien (GEM) est perçue comme un catalyseur majeur, censé augmenter substantiellement le nombre de visiteurs.
Le Premier ministre s'est montré optimiste quant aux perspectives de fin d'année. « Si la stabilité régionale se maintient durant les trois mois restants de l'année, nous prévoyons des chiffres très encourageants dans le secteur du tourisme », a-t-il conclu.

Réformes économiques : Un programme à 100% national

Sur un autre volet, le premier ministre est revenu au cours de la conférence de presse sur la question de la réforme économique. Il a fermement insisté sur la nature du programme de réformes économiques égyptien qu'il a décrit comme un « programme national à 100% », conçu pour consolider la stabilité économique et soutenir les secteurs vitaux.
Madbouly a souligné que l'objectif ultime de ce programme est de servir les intérêts supérieurs de l'économie nationale.
Il a abordé la question des subventions, en affirmant que le gouvernement a consacré 150 milliards de livres égyptiennes dans le budget général actuel au soutien du carburant et de l'électricité, avec 75 milliards pour chaque secteur. « Ce montant tient compte de la hausse prévue des prix des carburants », a dit le premier ministre.
Il a justifié la non augmentation des subventions au cours de la période écoulée par les ondes de choc de la pandémie de COVID-19, du conflit russo-ukrainien et des crises régionales, qui ont créé un « écart majeur » dans le financement des subventions.
Le premier ministre a été catégorique : « L'État ne supprimera pas complètement les subventions, mais s'emploiera à les réorienter vers des secteurs jugés plus prioritaires, tels que la santé, l'éducation et l'initiative nationale « Vie Décente » (Hayat Karima). Ce réinvestissement devrait permettre d'améliorer la qualité des services offerts aux citoyens, en renforçant le développement humain.

LIGNE ÉLECTRIQUE SOUS-MARINE ITALIE-TUNISIE

Le 1er pont énergétique Afrique-Europe prend forme

Située aux portes de l'Europe et riche en ressources renouvelables, la Tunisie ambitionne d'exporter une partie de son énergie propre vers les marchés du Vieux Continent grâce à une interconnexion électrique avec l'Italie, tout en décarbonant son propre mix énergétique.
Le fabricant italien de câbles Prysmian a annoncé, le vendredi 26 septembre, avoir remporté un contrat pour la construction d'un câble électrique sous-marin reliant l'Italie à la Tunisie, qui marque l'entrée du projet de la première interconnexion entre les réseaux de transmission de l'Europe et de l'Afrique du Nord dans la phase de réalisation.
Attribué à l'issue d'un appel d'offres conjoint lancé par le gestionnaire du réseau électrique italien Terna et la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG), ce contrat pourrait atteindre une valeur d'environ 460 millions d'euros (539 millions $), sous réserve de certaines conditions, a-t-on précisé de même source.
Composante phare du projet d'interconnexion Tunisie-Italie (ELMED), le câble électrique reliera la station de Partanna en Sicile à celle de Mlaabi sur la péninsule tunisienne du Cap Bon, sur une longueur totale d'environ 220 kilomètres, dont environ 200 km en câble sous-marin. Il aura une capacité de 600 mégawatts (MW) et une profondeur maximale d'environ 800 mètres, qui sera atteinte dans le détroit de Sicile.
Des études marines et environnementales approfondies ont été menées afin de définir le meilleur tracé pour protéger les fonds marins et les écosystèmes existants. « Il s'agit d'un projet majeur pour l'Italie, la Tunisie, l'Europe et l'Afrique, et le fait d'avoir été choisis témoigne de notre expérience dans la gestion de défis de grande envergure et la recherche de solutions intelligentes. L'interconnexion profitera aux deux pays et soutiendra la transition mondiale vers une énergie plus propre », a déclaré Raul Gil, vice-président exécutif chargé de la division Transmission chez Prysmian.
Présenté comme un pont énergétique entre l'Italie et la Tunisie, et par extension entre l'Afrique du Nord et l'Europe, le projet ELMED apportera d'importants avantages énergétiques et environnementaux, grâce à la bidirectionnalité des flux. Il devrait améliorer la fiabilité du réseau électrique tunisien, notamment en période estivale où la consommation d'électricité atteint des pics, tout en ouvrant la voie à de nouveaux investissements dans les parcs de production d'énergie propre et à des opportunités d'exportation de l'énergie renouvelable produite en Tunisie vers l'Europe. Le pays d'Afrique du Nord, qui développe déjà de nombreux projets solaires et éoliens, pourrait ainsi se positionner comme une nouvelle « batterie verte » de l'Europe.
Pour sa part, l'Italie mise sur ce projet pour diversifier son approvisionnement en électricité dans un contexte de demande croissante et de transition énergétique à marche forcée, et se positionner comme un hub énergétique majeur sur le Vieux Continent.

MINES

Le pari inspirant de l'Afrique du Sud pour créer des champions nationaux

Le débat sur le contenu local dans le secteur minier prend ces dernières années de l'ampleur dans plusieurs pays d'Afrique. Parmi les principaux freins à l'émergence de poids lourds nationaux, les experts citent l'accès au financement, un problème que l'Afrique du Sud tente de résoudre.

Le ministère sud-africain des Ressources minérales et pétrolières a ouvert le mardi 30 septembre la 2e édition de son programme de financement destiné aux juniors minières. Avec son Junior Mining Exploration Fund (JMEF), la nation arc-en-ciel explore une solution à l'un des plus grands obstacles à l'émergence de champions miniers africains.

« La différence entre une junior minière australienne et une SARL malienne disposant toutes les deux d'un permis de recherche aurifère au Mali n'est pas le savoir-faire technique ou les compétences géologiques, mais simplement l'accès au financement » affirmait en 2022 l'avocat parisien Charles Bourgeois, dans une interview accordée à l'Agence Ecofin.

Lors de la 1re édition en 2024, huit sociétés ont reçu 160 millions de rands (environ 9,2 millions USD). Pour être éligibles, les juniors doivent détenir au moins un permis d'exploration valide, ne pas être cotées en bourse et être contrôlées à 51% ou plus par des personnes issues des communautés noires, historiquement marginalisées.

Cette année, l'enveloppe a été portée à 240 millions de rands, couvrant dix minéraux stratégiques dont le lithium, le cuivre et l'or.

Les financements sont accordés sous forme de subventions, mais le fonds peut aussi entrer au capital des sociétés à jusqu'à 49% si un gisement viable est découvert.

L'expérience sud-africaine prend un relief particulier face aux débats actuels en Afrique de l'Ouest sur le contenu local. Alors que M. Bourgeois estime que seul le marché boursier de Johannesburg dispose actuellement de l'environnement permettant à des juniors minières africaines de lever des fonds, le Dr. Ahamadou Mohamed Maiga plaide pour un meilleur accompagnement des États.

Dans une interview avec l'Agence Ecofin en 2025, il recommande aux gouvernants d'investir directement dans les sociétés locales actives dans le secteur.

« Cela passe notamment par la mobilisation des ressources nationales existantes, à commencer par les caisses de dépôt et de consignation qui détiennent des milliards de francs CFA souvent sous-utilisés. Ces structures pourraient devenir de véritables bailleurs de fonds pour les entreprises locales, en finançant des projets miniers portés par des entrepreneurs nationaux » explique le chercheur, qui dirige le cabinet de conseil Corexis spécialisé dans les industries extractives.

Si l'expérience sud-africaine montre que ce soutien étatique est possible, il faut souligner que les montants engagés jusqu'ici restent assez modestes.

A titre comparatif, les compagnies minières présentes en Afrique ont par exemple investi 1,3 milliard USD dans l'exploration en 2024 selon S&P Global Market Intelligence. Sur les marchés australiens et canadiens, une seule junior active sur le continent lève en une seule opération autant que le montant annoncé cette année pour le JMEF.

POUR RÉDUIRE SA DÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE

L'Éthiopie table sur sa première raffinerie de brut

Avec une population d'environ 135 millions d'habitants, l'Éthiopie est, comme de nombreux pays africains, fortement dépendante de l'importation de produits pétroliers. Le pays travaille activement à renforcer sa sécurité énergétique.

Selon des informations relayées par la presse locale, le gouvernement éthiopien a lancé le vendredi 3 octobre la construction de la première raffinerie de brut du pays. Le projet évalué à 2,5 milliards USD et exécuté par le chinois Golden Concord Group (GCL) à Gode dans l'Est du pays, vise notamment à réduire la dépendance aux importations de carburants.

Selon informations dévoilées, la raffinerie présentera une capacité de traitement d'environ 70 000 barils par jour, soit l'équivalent de 3,5 millions de tonnes par an. Elle sera construite en deux phases, la première prévue sur 24 mois, et le pétrole brut ainsi que le condensat nécessaires proviendront des champs de Hilala, situés dans la région orientale du pays.

Le projet intègre un vaste programme d'investissements de 30 milliards USD annoncé par Addis-Abeba en marge de l'inauguration récente du barrage de la Renaissance (GERD), le plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique. En parallèle, le gouvernement a lancé un projet de gaz naturel liquéfié (GNL) dans l'Ogaden, dont la première phase prévoit 111 millions de litres par an, avec une extension pour 1,33 milliard de litres et une production électrique de 1000 MW.

Avec cette raffinerie, l'Éthiopie entend sécuriser ses approvisionnements, réduire sa facture énergétique et valoriser ses ressources locales dans un contexte de défis énergétiques persistants. Sa mise en service marquera une nouvelle étape clé pour le pays, lui permettant de couvrir une partie de sa demande intérieure, tout en ouvrant des perspectives d'exportation régionale vers les pays voisins enclavés ou dépendants.

À terme, l'Éthiopie espère bâtir une base énergétique plus autonome, capable de soutenir sa croissance démographique et industrielle. Le pays affiche selon la Banque mondiale un taux de croissance démographique d'environ 2,6% par an, tandis que la croissance du PIB s'est établie à 6,5% en 2023, avec des projections de 7,3% en 2025.

ABIDJAN

Clôture du Forum pour la résilience en Afrique 2025

La volonté politique de bâtir des infrastructures de qualité aux frontières, notamment la construction d'un seul poste de contrôle numérisé entre deux pays voisins, devrait permettre de faciliter la libre circulation des personnes et des biens et aider à fluidifier le commerce transfrontalier en Afrique.

Cette idée a été exprimée, mercredi, par des panélistes lors de la sixième édition du Forum pour la résilience en Afrique, qui se tient du 1er au 3 octobre 2025 à Abidjan.

« L'idéal est d'avoir un seul poste frontalier entre les pays. Si nous avons de telles infrastructures fortes, cela aidera à la facilitation du commerce », a déclaré Mohammed Abdiker, chef de cabinet de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

M. Abdiker qui faisait partie d'un panel réuni sur le thème « Intégration régionale et commerce : voies vers la paix », a pointé la volonté politique comme condition indispensable à toute réalisation dans ce domaine. « Nous devons travailler tous ensemble, plaider auprès de nos gouvernants sur l'importance des mouvements des biens et des personnes pour une gestion plus intégrée de nos frontières. Pas seulement pour les taxes douanières, mais aussi pour la science et la technologie », a-t-il appelé.

Il a expliqué que l'Organisation internationale pour les migrations avait travaillé sur le projet d'un seul poste entre la République démocratique du Congo et le Rwanda. « Cela a fonctionné pendant un moment. Maintenant, nous avons commencé un autre projet du même genre, avec la Banque africaine de développement, entre la République centrafricaine et le Cameroun, ce qui améliore le commerce transfrontalier », a souligné M. Abdiker.

L'Union africaine a lancé en janvier 2021, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), pour accroître le commerce intra-africain, stimuler le développement inclusif et durable de l'industrie, de l'infrastructure et de l'agriculture. Au mois de janvier 2025, 49 pays avaient ratifié l'accord pour un marché de 1,3 milliard d'habitants. Le Groupe de la Banque africaine de développement soutient activement cette initiative à travers un financement de projets visant à établir des postes-frontières uniques, qui sont des centres de facilitation du commerce conçus pour simplifier et accélérer les procédures de dédouanement et de contrôles aux frontières entre les pays du continent.

Le projet « One Stop Border Post » a notamment permis d'établir un poste unique de contrôle entre la Tanzanie et le Kenya. Le Fonds africain de développement, le guichet de prêts concessionnels du Groupe de la Banque, a contribué à établir un poste de contrôle juxtaposé entre le Bénin et le Togo.

« En plus d'avoir un seul poste frontalier à chacune de nos frontières, il faudra une numérisation des services frontaliers, a noté Magdalene Dagoseh, ministre du Commerce et de l'Industrie du Libéria. Avant d'ajouter : « C'est une solution pour contrôler non seulement le mouvement des populations, mais aussi des produits commerciaux.

En digitalisant les différents points frontaliers, on parvient à lutter contre la corruption, on sait combien de personnes sont sorties ou entrées et cela évite d'autres problèmes. »

Ziad Hamoui, qui préside Borderless Alliance, une initiative des acteurs du secteur privé ouest-africain lancée en 2012, a appelé à impliquer la société civile dans la conception des politiques publiques afin d'avoir des solutions pour renforcer la circulation des personnes et des biens aux frontières.

« Il y a le commerce formel, mais aussi le commerce informel, sans parler du commerce illicite et de la contrebande. Aujourd'hui, le volume d'échanges dans le commerce informel est plus élevé que celui du commerce formel. Alors si vous ne savez pas ce qu'il se passe aux frontières, vous ne saurez pas comment les gérer », a-t-affirmé.

Le Forum pour la résilience en Afrique, organisé tous les deux ans par le Groupe de la Banque africaine de développement rassemble des décideurs politiques et des praticiens du nexus humanitaire-développement-paix pour explorer des stratégies visant à intensifier les efforts de prévention et à stimuler les investissements favorables à la paix sur l'ensemble du continent.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Le shutdown ? Quel shutdown ?

En dépit de l'entrée en vigueur du shutdown aux Etats-Unis mercredi, faute d'un accord sur le budget fédéral, la semaine a été clairement haussière pour la plupart des places financières. Toujours porté par les valeurs technologiques et la confirmation que la Fed va prochainement baisser ses taux, Wall-Street en a profité pour enchaîner les records. En Europe, bon nombre d'indices ont également enregistré de nouveaux plus hauts, comme l'AEX, l'Eurostoxx50, le FTSE100, l'IBEX35, le PSI20 et bien d'autres. A dix jours du coup d'envoi de la saison des résultats trimestriels, l'appétit pour le risque reste donc intact.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops

UCB +27,98 % : toute l'industrie pharmaceutique mondiale a salué les conditions du premier accord signé entre la Maison Blanche et un laboratoire (Pfizer en l'occurrence), perçu comme une matrice pour les autres. Les termes du compromis sont moins défavorables que le scénario initialement envisagé, qui faisait redouter droits de douane massifs et baisses de prix forcées. Plusieurs acteurs du secteur (laboratoires, équipementiers médicaux) ont gagné plus de 10% cette semaine, de A comme AstraZeneca à Z comme Zealand Pharma, en passant par Roche ou Merck KGaA.

Salzgitter +27,48 % : le secteur de l'acier, en plus d'être extrêmement cyclique, profite des tours de vis donnés par la Commission européenne sur les importations à bas prix. Bruxelles prévoit de diminuer de près de 50% les quotas d'importation d'acier et d'augmenter les droits de douane sur les volumes excédentaires jusqu'à 50%. SSAB, ArcelorMittal ou Aperam ont aussi bénéficié du mouvement.

Fincantieri +22,51 % : les valeurs cycliques de l'industrie européenne ont connu une semaine faste, portées par un regain d'intérêt des investisseurs pour les entreprises exposées au cycle économique. La perspective d'une poursuite de la baisse des taux aux Etats-Unis et les énormes dépenses d'investissement liées à l'IA alimentent l'optimisme pour la dynamique globale. Hochtief, Hensoldt, Siltronic, Volvo Cars ou Soitec en ont profité elles aussi.

JD Sports +16,07 % : le distributeur de sportswear a pris le sillage de son fournisseur Nike, dont les résultats trimestriels ont rassuré les investisseurs, à défaut d'être flamboyants.

Stellantis +14,1 % : au troisième trimestre 2025, le groupe européen a amélioré sa part de marché aux Etats-Unis dans les proportions les plus importantes depuis cinq trimestres, souligne l'analyste de Jefferies Philippe Houchois. Parmi les marques de Stellantis, Jeep, Dodge et Chrysler bénéficient d'une excellente dynamique. Peut-être le début de quelque chose pour un groupe dont l'action est en baisse de plus de 30% depuis le début de l'année.

Merus +36,87 % : la biotech néerlandaise cotée sur le Nasdaq a été rachetée par le danois Genmab pour 8 milliards de dollars en numéraire, soit 97 USD par action. Merus développe un traitement contre les cancers de la tête et du cou, le petosemtamab, actuellement en phase III et qui pourrait arriver sur le marché dès 2027.

Western Digital +22,86 % : le groupe bénéficie d'une actualité commerciale porteuse pour les fabricants de mémoires, grâce aux retombées de l'IA. Morgan Stanley a réitéré son avis positif sur l'action, en relevant de façon spectaculaire son objectif de cours de 99 USD à 171 USD.

Flops

Tate & Lyle -18,82 % : le fabricant d'ingrédients alimentaires destinés à la grande consommation n'a pas convaincu alors les derniers mois avaient laissé présager mieux. L'acquisition transformatrice de CP Kelco n'a pas encore créé de synergies tandis que la conjoncture du marché est compliquée en Amérique du Nord et en Europe. Les attentes annuelles sont revues à la baisse.

Equasens -8,88 % : le spécialiste des logiciels pour les officines a publié des résultats semestriels en hausse mais pas suffisamment aux yeux des investisseurs qui s'interrogent depuis quatre ans sur le potentiel de croissance de ses solutions.

Lufthansa -5,32 % : les pilotes de la compagnie allemande ont voté la grève après l'échec des négociations sur leur régime de retraite. Le groupe, déjà fragilisé par ses efforts de réduction des coûts et sa restructuration, subit ainsi une nouvelle pression.

DraftKings -16,42 % : la société de paris sportifs et de fantasy subit une intense concurrence de la part d'acteurs tels que Robinhood et Kalshi. C'est notamment ce dernier qui monte rapidement grâce aux importants volumes d'argent misés.

Rivian -12,44 % : le fabricant de véhicules électriques a réduit sa fourchette cible de livraisons après l'annulation d'un rabais fiscal fédéral de 7 500 dollars. Par ailleurs, Amazon a commencé à tester des fourgonnettes de livraison électriques développées par GM, ce qui fait craindre pour la collaboration future entre les deux sociétés. À l'heure actuelle, Amazon reste le principal actionnaire devant Volkswagen.

MercadoLibre -11,98 % : Amazon envisage une nouvelle expansion au Brésil, là où MercadoLibre réalise plus de la moitié de son chiffre d'affaires. La concurrence se fait de plus en plus forte sur le marché du commerce en ligne en Amérique du Sud.

Exxon Mobil -3,38 % : le géant pétrolier américain a annoncé mardi la suppression de 2 000 postes dans le monde. Dans le secteur, plusieurs groupes ont déjà fait des annonces similaires. La baisse des prix du pétrole contraint à réduire les coûts.

Matières premières

Énergie : Les cours du pétrole continuent de baisser, atteignant des niveaux inédits depuis cinq mois. Le Brent pour livraison en décembre est tombé à 64 USD, tandis que le WTI a reculé à 60,5 USD. Ces baisses font suite aux spéculations sur une possible nouvelle augmentation de la production de l'OPEP+ de 137 000 barils par jour en novembre. L'Arabie saoudite et la Russie, leaders du groupe, doivent se réunir ce week-end pour finaliser cette décision. Malgré les contraintes qui pèsent sur le cartel élargi pour respecter cette cadence de production, le marché mondial pourrait entrer en surplus, l'Agence internationale de l'énergie prévoyant des excédents record pour l'année prochaine. En toile de fond, la géopolitique reste un facteur important de l'équation qui influence les prix du brut. Nous faisons référence aux attaques ukrainiennes qui ciblent les raffineries russes loin derrière la ligne de front.

Métaux : L'or a franchi la barre des 3800 USD l'once pour la première fois, atteignant même un sommet de 3897 dollars. A court terme, cette dynamique sans accrocs est soutenue par les inquiétudes autour du shutdown aux Etats-Unis et des anticipations de nouvelles baisses des taux d'intérêt par la Réserve fédérale. Le prix de l'or progresse de 47% depuis le début de l'année, un parcours remarquable attribuable aux achats des banques centrales, à l'augmentation de l'intérêt pour les ETF, et aux tensions géopolitiques persistantes. Du côté du cuivre, les prix ont poursuivi leur ascension à Londres. Le contrat à trois mois sur le London Metal Exchange se négocie actuellement à 10 490 USD la tonne, une hausse attribuée aux interruptions d'approvisionnement, principalement en Indonésie et au Chili.

Macroéconomie

Macro : Bien que le premier vendredi du mois soit traditionnellement consacré à la publication du rapport sur l'emploi, cette année les investisseurs en sont pour leurs frais. Point de données en raison du shutdown qui secoue les administrations américaines. Pour tuer le temps, les opérateurs se concentrent donc sur les données annexes, histoire de se faire une idée du marché du travail. L'enquête ADP montre des signes importants d'un ralentissement poussant les rendements obligataires à la baisse dans la perspective d'un nouvel assouplissement monétaire. Malgré tout, le 2 ans reste au-dessus d'un support clé à 3.50% ce qui n'empêche pas le S&P 500 d'enchaîner les records historiques. Attention, l'or est désormais suracheté tandis que le dollar index se maintient au-dessus des 96.20. Ces deux marchés étant corrélés, on surveillera avec attention les mouvements sur le billet vert pour éviter de se faire piéger sur le métal jaune.

Crypto : Septembre est statistiquement le pire mois de l'année pour le bitcoin : sur les douze dernières années, il affiche en moyenne un rendement de -3,08%. Mais en 2025, la cryptomonnaie a déjoué les pronostics, avec une progression de +5,38%. Octobre, en revanche, est historiquement un mois faste statistiquement : +20,63% en moyenne depuis 2012, ce qui en fait le deuxième meilleur mois de l'année derrière novembre (+46% en moyenne). Et octobre démarre sur les chapeaux de roue : en quelques jours seulement, le bitcoin s'adjuge déjà +5,5% et repasse au-dessus des 120 000 USD, à seulement 4 500 USD de son record historique d'août. L'envolée cette semaine est notamment portée par BlackRock, qui a relevé de 38% son exposition au bitcoin dans son Global Allocation Fund. Le géant américain détient désormais 66,4 MUSD via son ETF IBIT, soit une allocation de 0,4% des 17,1 milliards d'actifs du fonds (contre 0,25% au premier trimestre). De quoi susciter de l'enthousiasme des crypto-investisseurs. Les autres cryptomonnaies démarrent également octobre en trombe : l'ether (ETH) progresse de +8% et flirte avec les 4 500 USD, Solana (SOL) grimpe de +10% à 230 USD, et XRP (XRP) s'apprécie de +6,5% pour revenir autour des 3 USD.

Le blocage budgétaire aux Etats-Unis, dernier soubresaut de la présidence Trump, n'a pas empêché les marchés boursiers de rester orientés à la hausse. La semaine prochaine s'annonce encore calme sur le front des résultats d'entreprises, avant une nette montée en puissance la suivante.

Côté macroéconomie, le shutdown devrait continuer à bloquer la publication des statistiques officielles américaines. Aucun indicateur majeur n'était toutefois attendu. Plusieurs interventions de responsables de la Fed sont prévues. A priori, le gel des dépenses fédérales ne devrait pas les empêcher de faire passer des messages utiles aux investisseurs, qui anticipent toujours une nouvelle baisse de taux le 29 octobre.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 03 Octobre 2025
Valeur : 07 Octobre 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.4792	129.4942
1	EUR	EURO	151.9697	152.0003
1	GBP	POUND STERLING	174.2420	174.3560
100	JPY	JAPANESE YEN	87.8421	87.8761
1	CNY	CHINESE YUAN	18.1850	18.1899
1	CHF	SWISS FRANC	162.3564	162.4770
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	92.7169	92.7476
1	DKK	DANISH KRONE	20.3513	20.3553
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.7845	13.7987
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.9968	13.0016
1	AED	UAE DIRHAM	35.2497	35.2576
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5232	34.5290
1	KWD	KUWAITI DINAR	423.2730	423.4604
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.1820	44.6261
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2277	14.2294
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.9006	24.0231
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2484	3.2585
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.7041	177.7041

DEPUIS L'INVESTITURE DE DONALD TRUMP

La chute du dollar traverse une zone de turbulences

Si le célèbre billet vert demeure une monnaie de réserve incontournable, il vit l'un de ses pires débuts d'année depuis un demi-siècle. Le dollar est-il en crise ?

Depuis l'investiture de Donald Trump, la devise américaine traverse une zone de turbulences, ballottée entre les offensives douanières de Washington, les inquiétudes liées à l'inflation et les mauvais chiffres du chômage. Résultat : une défiance croissante des investisseurs, qui ont commencé à délaisser les actifs en dollars au profit d'autres monnaies. Depuis janvier 2025, le billet vert a reculé de 11% face à l'euro et de 6% face à la livre sterling. Valant 0,966 euro au début de l'année, il s'échangeait à 0,857 euro fin septembre, avec un point bas à 0,842 à la rentrée.

Le DXY, l'indice qui mesure la valeur du dollar face à un panier de six devises mondiales, a reculé d'environ 11% au premier semestre 2025. Une chute historique : jamais le billet vert n'avait commencé l'année civile par une telle contre-performance depuis plus de cinquante ans. La dernière baisse comparable remonte à 1973, année charnière où les grandes monnaies internationales ont été détachées du dollar. L'indice était alors passé de 110,26 en janvier à 93,88 six mois plus tard, soit une perte de près de 15%.

Anatomie d'une chute

Le 10 février, Washington frappe un premier coup avec l'annonce de droits de douane sur l'acier et l'aluminium. Dès mars, le dollar se contracte, fragilisé par la montée du chômage américain et les mises en garde du président de la Réserve fédérale (Fed). Au printemps, le «Liberation Day» marque la mise en place de droits de douane réciproques, confirmant l'escalade protectionniste. L'été ne fait qu'aggraver la tendance. Le 1er août, la monnaie américaine chute lourdement après une nouvelle dégradation du marché de l'emploi. Le 6, elle recule encore, à la veille de l'entrée en vigueur des tarifs douaniers américains, nourrissant les craintes d'un ralentissement économique. Le 26, le dollar s'affaiblit de nouveau suite au limogeage d'une des gouverneures de la Fed par Donald Trump.

La rentrée confirme la fragilité du billet vert. Le 5 septembre, les chiffres décevants de l'emploi font plier sa cotation. Le 17 septembre, la Fed abaisse ses taux directeurs pour la première fois de l'année, déclenchant une chute supplémentaire de la devise. Ce n'est que le 25 septembre que le billet vert retrouve un peu de vigueur, portée par la publication d'indicateurs économiques meilleurs qu'attendus.

Un dollar qui faiblit, mais loin de son plancher historique

Une analyse de plus long terme révèle que, malgré son recul, le dollar demeure à un niveau élevé. Depuis la fin de la convertibilité en or jusqu'à aujourd'hui, il se maintient dans sa fourchette habituelle.

La récente dépréciation du billet vert pèse sur la compétitivité des exportateurs européens, dont les produits deviennent mécaniquement plus chers à l'international. À l'inverse, les entreprises américaines profitent d'un avantage accru sur les marchés mondiaux. Ce déséquilibre rappelle le rôle central du dollar dans l'architecture financière internationale. «Le dollar est notre monnaie mais votre problème», lançait déjà aux Européens le secrétaire au Trésor de Richard Nixon, John Connally, en 1971. Cinquante-quatre ans plus tard, la formule n'a rien perdu de sa pertinence.

INDONÉSIE

Le gouvernement rétablit TikTok

Le gouvernement indonésien a rétabli la licence d'exploitation de TikTok, suspendue depuis vendredi, car la plateforme a fini par communiquer certaines données relatives aux récentes manifestations antigouvernementales, a annoncé le ministère de la Communication et des Affaires numériques. L'Indonésie est le deuxième marché mondial de TikTok, propriété du groupe chinois ByteDance, avec plus de 100 millions d'utilisateurs. Vendredi, le ministère avait «temporairement suspendu» la licence d'exploitation de l'application car celle-ci n'avait pas fourni des données liées à son usage en direct lors des manifestations antigouvernementales d'août. Mais la plateforme a fait parvenir aux autorités les données requises le jour même où le gouvernement a annoncé la suspension, a indiqué samedi soir Alexander Sabar, directeur général de la supervision de l'espace numérique, dans un communiqué. «Ces obligations respectées, le ministère de la communication et des affaires numériques a réactivé le statut de TikTok», a déclaré Alexander Sabar, précisant que la plateforme a notamment fourni des données concernant le trafic quotidien et le volume de monétisation. Sollicité par l'AFP, un porte-parole de TikTok n'a pas souhaité commenter.

En août, l'application avait temporairement suspendu sa fonctionnalité de direct en raison des violences lors des manifestations. Lundi, l'agence indonésienne de lutte contre les monopoles a infligé à TikTok une amende de 900.000 dollars pour ne pas avoir informé les régulateurs à temps de son acquisition de la plateforme de commerce électronique indonésienne Tokopedia.

Sa fonctionnalité de vente en ligne avait également été suspendue par le gouvernement en 2023 après des initiatives visant à aider les petites entreprises.

IRAN

Le Parlement approuve la suppression de quatre zéros sur la monnaie nationale

Le rial, affaibli par les sanctions internationales, fera l'objet d'une réforme monétaire destinée à simplifier les transactions. Le Parlement iranien a adopté dimanche un projet de loi supprimant quatre zéros à la monnaie nationale, alors que le rial continue de se déprécier sous l'effet des sanctions économiques. Cette décision intervient une semaine après le rétablissement des sanctions de l'ONU levées il y a dix ans, qui ont entraîné un nouveau plongeon du rial à des niveaux historiquement bas face au dollar.

Selon le texte approuvé, 10 000 rials actuels équivaudront à un nouveau rial. Le projet prévoit une période de transition maximale de trois ans durant laquelle les deux versions de la monnaie circuleront simultanément.

Dimanche, un dollar s'échangeait autour de 1,1 million de rials sur le marché noir, contre 920 000 début août lors de la première présentation du projet, selon plusieurs sites de suivi des changes. Depuis plusieurs années, les Iraniens utilisent déjà de manière informelle le « toman », qui correspond à dix rials, pour simplifier les échanges — une habitude à l'origine de fréquentes confusions, notamment pour les visiteurs étrangers.

CHÔMAGE

L'échec français qui dure

Selon les derniers chiffres d'Eurostat, le chômage continue de s'enliser en France. En août 2025, le taux de chômage au sein de l'Union européenne s'établit à 5,9 %, et dans la zone euro à 6,3 %, des valeurs quasiment stables par rapport à août 2024. En revanche, la France reste malheureusement bien au-dessus de ces moyennes, avec un taux de 7,5 % au même moment. Un an auparavant, en août 2024, la France enregistrait déjà 7,4 %, ce qui montre une légère augmentation sur un an. Lorsqu'on compare avec plusieurs grands États voisins, l'Allemagne affiche seulement 3,7 %, les Pays-Bas tournent autour de 3,9 %, l'Italie autour de 6,0 %. Autrement dit, la France reste l'un des mauvais élèves du club européen sur le plan de l'accès à l'emploi. Seuls quelques pays affichent un taux supérieur : l'Espagne (10,3 %), la Finlande (9,8 %), la Suède (8,7 %), l'Estonie (8,2 %) et la Grèce (8,1 %). On remarquera que l'Espagne et la Grèce figurent parmi les pays ayant enregistré deux des trois plus fortes baisses du chômage en un an (respectivement -1 point et -1,3 point), réduisant ainsi l'écart qui les séparait encore de la France.

Le tableau s'assombrit encore davantage quand on s'intéresse aux moins de 25 ans. En août 2025, le taux de chômage des jeunes dans l'UE atteignait 14,6 %, tandis que dans la zone euro il était de 14,0 %. Or en France, le taux parmi les jeunes atteint 18,1 %, un seuil nettement au-dessus des moyennes européennes, malgré sa baisse sur un an (19,8 % en août 2024). Finalement, à l'heure actuelle, presque deux jeunes Français sur dix sont au chômage. En août 2025, presque 2 jeunes Français sur 10 sont au chômage. Nous le voyons, comparée à ses voisins européens, la France reste en marge, tant pour le chômage global que pour celui de ses jeunes. Si l'on veut briser le cercle vicieux de l'inefficacité des dispositifs actuels en matière d'emploi, une véritable rupture est nécessaire. L'IREF a démontré à plusieurs reprises les causes profondes du chômage et pourquoi il est essentiel de réformer en particulier le marché du travail, de libérer l'embauche et de simplifier la réglementation pour sortir enfin de cette spirale négative qui perdure depuis trop longtemps.

ETATS-UNIS

Stellantis prévoit $10 mds d'investissements aux USA

Stellantis projette de porter à dix milliards de dollars ses investissements aux Etats-Unis, rapporte Bloomberg News samedi, citant des sources proches du dossier.

Selon l'agence de presse américaine, le constructeur automobile franco-italo-américain pourrait annoncer environ cinq milliards de dollars de nouveaux investissements dans les prochaines semaines, qui viendraient s'ajouter à un montant similaire prévu plus tôt dans l'année.

Ces investissements, qui s'étaleraient sur plusieurs années, pourraient être fléchés vers des usines – réouvertures, embauches, nouveaux modèles – dans des Etats tels que l'Illinois et le Michigan.

Stellantis, ébranlé l'an dernier par d'importantes difficultés commerciales, notamment aux Etats-Unis, qui ont fortement dégradé sa performance financière, a annoncé au dernier salon de l'automobile de Munich qu'il travaillait depuis le début septembre sur une refonte de son plan stratégique moyen terme.

« Dans le cadre des préparatifs de l'actualisation de la stratégie du groupe et du Capital Markets Day l'an prochain, le directeur général (Antonio Filosa) conduit une évaluation complète de tous les investissements futurs », a dit à Reuters un porte-parole de Stellantis. « Ce processus suit son cours. »

"L'AMBIANCE ÉTAIT PLUTÔT MAUVAISE AU LANCEMENT"

La mise au point de Sam Altman sur la déception GPT-5

Le patron d'OpenAI est revenu sur le lancement un peu raté de son dernier modèle de langage GPT-5. Et il promet du mieux pour la suite.

OpenAI avait semble-t-il trop promis pour son dernier modèle de langage pour ChatGPT, GPT-5. Car depuis son lancement, ce qui domine parmi le public, c'est la déception, au point même que certains utilisateurs avaient demandé le retour de GPT-4o (revenus seulement pour les abonnés Pro). Conscient de cet échec relatif, Sam Altman en a discuté avec Wired pour défendre le travail de ses équipes.

Sam Altman reconnaît un bref passage à vide au moment du lancement de GPT-5

Oui, Sam Altman l'avoue, dans une discussion avec des journalistes du Wired, « l'ambiance était plutôt mauvaise lors du lancement » de GPT-5. Il faut dire que le modèle de langage, qui était annoncé comme étant un véritable bond en avant dans l'IA, n'a apporté que des améliorations incrémentales.
Mais si l'ambiance était tendue alors, le patron de la firme explique qu'elle est maintenant bien meilleure, depuis que les critiques se sont estompées avec le lancement de l'époustouflant générateur de vidéo Sora 2.

OpenAI est bloqué par le manque d'infrastructures

Entendant les critiques, Sam Altman a tenu à préciser que, contrairement aux modèles précédents, GPT-5 est surtout une avancée pour certaines spécialités comme le codage ou les activités scientifiques. Le modèle de langage est ainsi un véritable outil pour les scientifiques, alors que l'utilisateur lambda lui n'en prend pas plein les yeux – ce qui serait normal pour la direction d'OpenAI, mais n'invaliderait pas la qualité de GPT-5.
Pour ce qui est de la suite, OpenAI ne pourra produire des avancées majeures qu'avec des infrastructures différentes. Plus exactement, avec un réseau de data centers beaucoup plus important, qui va demander des investissements de l'ordre de plusieurs centaines de milliards de dollars. « Le défi de la mise à l'échelle est difficile. C'est vraiment très difficile à réaliser, comme construire une fusée plus grande : construire une fusée deux fois plus grande est probablement dix fois plus difficile » résume le responsable Greg Brockman.

ShinyHunter monnaye 1 milliard de données Salesforce volées

Le cybergang ShinyHunter à l'origine du piratage du chatbot IA Salesloft affirme avoir volé un milliard d'enregistrements issus de bases de données clients de Salesforce et menace de les publier en cas de non paiement de rançons. Allianz Life, Quantas et Stellantis font partie des victimes.
Un mois après avoir piraté des instances Salesforce via le piratage du chatbot IA Salesloft, ShinyHunter donne des nouvelles. Ce cybergang, également appelé Lapsus$ et Scattered Spider, a mis en ligne sur le dark web un site de leak dédié qui s'adresse aux potentielles victimes.
« Contactez-nous pour reprendre le contrôle de la gouvernance de vos données et empêcher leur divulgation publique », peut-on lire sur le site que Techrunch a pu consulter. « Ne faites pas la une des journaux. Toutes les communications font l'objet d'une vérification rigoureuse et seront traitées avec discrétion. » Le groupe revendique le vol d'un milliard d'enregistrements, issus de bases de données clients de Salesforce. Parmi les victimes on trouve Allianz Life, Google, Kering, Quantas, Stellantis, TransUnion et Workday. D'autres mentionnés sur le site comme FedEx et Toyota Motors n'ont pas confirmé que leurs données faisaient partie de ce hack.

Salesforce également visé

Les pirates s'en prennent également directement à Salesforce pour extorquer une rançon, menaçant le cas échéant de divulguer toutes les données de ses clients en sa possession. Outre des données d'instance de bases de données clients, les pirates ont également ciblé des identifiants sensibles incluant des clés d'accès AWS, des mots de passe et des jetons d'accès Snowflake. Le 7 septembre, Salesloft avait par ailleurs indiqué que le point d'entrée initial dans son infrastructure était son compte GitHub, que les pirates avaient réussi à compromettre en mars.

Mais pourquoi les jeunes préfèrent consulter une IA plutôt que leur médecin ?

Un tiers des 18-30 ans consulte une intelligence artificielle pour des questions de santé. Seuls 25 % lui accordent un score élevé de confiance. Les médecins et les proches servent de références principales pour cette tranche d'âge.
L'étude #MoiJeune menée par OpinionWay pour 20Minutes montre que l'IA est de plus en plus utilisée pour comprendre des symptômes. Pour 11 % des jeunes, elle arrive avant Google. Au total, 58 % tapent leurs symptômes sur Internet. Deux tiers indiquent que ces recherches génèrent des problèmes : 43 % jugent les informations peu fiables et 24 % signalent qu'elles augmentent leur stress. Les jeunes femmes rencontrent plus souvent des difficultés à obtenir un diagnostic clair et estiment que l'accès à une santé gratuite n'apporte pas toujours toutes les réponses.

L'IA attire par sa rapidité et sa disponibilité

Les jeunes ouvrent une application ou un chat d'IA pour obtenir des réponses immédiates, sans attendre de rendez-vous ni se déplacer. Les outils numériques permettent de poser des questions à toute heure et de rester anonymes. Éléonore Quarré, responsable des études société chez OpinionWay, explique : « cela témoigne du besoin d'instantanéité de cette génération. C'est accessible n'importe où, et surtout anonyme ».
Pour certains sondés, l'IA précède même Google. Certains cherchent à comprendre leurs symptômes, d'autres préparent la discussion avec un médecin. Chez les hommes, 46 % utilisent l'IA pour se rassurer ou savoir comment présenter leurs symptômes, contre 33 % chez les femmes.
Seuls 25 % des jeunes attribuent un score supérieur à 7 sur 10 à l'IA. Les recherches numériques fournissent des premières indications, mais les jeunes continuent de consulter des médecins ou de demander conseil à leurs proches pour confirmer leurs observations. Une petite bonne nouvelle, d'autant plus lorsqu'on sait que ChatGPT se trompe dans 83 % des cas sur un diagnostic.

Les jeunes font face à des obstacles dans le système de santé

Deux tiers des jeunes rencontrent des difficultés pour obtenir un diagnostic fiable. Les femmes signalent

ces obstacles plus souvent : une sur deux indique avoir vécu une situation où le diagnostic semblait compliqué. Éléonore Quarré précise : « les femmes peuvent être confrontées à une forme de discrimination avec une minimisation de leurs symptômes, surtout si elles sont jeunes ou étrangères ».
39 % des jeunes femmes considèrent que la santé gratuite en France ne fournit pas toujours un accès complet, contre 25 % des hommes. Certains se tournent alors vers l'IA pour identifier ce qui se passe avant de consulter.
Les recherches en ligne peuvent créer du stress ou donner des impressions erronées. Deux tiers des sondés signalent que chercher leurs symptômes sur Internet augmente l'inquiétude ou provoque une perte de temps. 43 % jugent ces informations peu fiables et 24 % disent qu'elles les stressent. L'IA permet toutefois de vérifier rapidement des signes généraux et de repérer les symptômes à surveiller avant de consulter.
Dans la pratique, les jeunes alternent entre l'IA et les consultations. Ils tapent leurs symptômes ou posent des questions à une IA, puis rencontrent un professionnel pour confirmer leurs observations. Les outils numériques apportent un accès immédiat à l'information, et les consultations apportent la précision et le suivi nécessaires.
Pas de quoi se rendre malade pour autant. Il n'empeche, savoir qu'on consulte une IA parce qu'on est en errance médicale, une femme ou loin du cabinet le plus proche en dit long sur l'évolution de la santé.

SALON DU VAN ET CAMPING-CAR SVDL 2025

Le fourgon aventurier à lit transversal, triple isolation et capacités 4x4

L'aménageur Pössl expose au beau milieu de son stand un fourgon de 6 mètres taillé pour l'aventure. Soute généreuse, lit transversal et aptitudes hors bitume dans un confort optimal caractérisent le Roadstar XT sur base de Mercedes Sprinter 4x4 diesel de 190 ch.

Avec les vans et les fourgons aménagés, l'itinérance s'offre à vous. Elle peut certes rester sur bitume mais emprunte de plus en plus les chemins de traverse. Dans cet état d'esprit d'aventurier baroudeur certaines bases techniques sont plus appropriées que d'autres. Voici un modèle de choix qui coche toutes les cases.

Une base Mercedes Sprinter avec une transmission intégrale et 190 ch sous le capot

Le Mercedes Sprinter avec sa transmission intégrale, sa garde au sol réhaussée de 15 cm associés à une puissante motorisation diesel forte de 190 ch accouplée à une boîte de vitesses automatique devient le compagnon de voyage idéal, un aventurier quasi sans limite. L'aménageur Pössl a choisi le fourgon à l'étoile pour agencer son Roadstar XT. Ce dernier arbore un look de baroudeur. L'exemplaire exposé au Bourget lors du Salon des Véhicules de Loisirs 2025 (du 27 septembre au 5 octobre) en témoigne avec ses robustes jantes noires à voile démontable enrobées de pneumatiques tout-terrain. Un pare-buffle en tube noir d'un diamètre imposant est boulonné à l'avant des longerons et protège la proue du véhicule. Enfin, pour palier le châssis surélevé, un marche pied escamotable est installé au niveau de la porte latérale coulissante. Bien vu pour ne pas se fouler une cheville en descendant du véhicule.

Un grand lit transversal et une isolation de premier plan pour ce fourgon aménagé

D'un format de 6 mètres de long, pour 3,10 m de haut et 2,02 m de large, le fourgon Pössl Roadstar XT recèle dans sa partie arrière un lit biplace transversal de 145 x 208 cm (avec un matelas de 11 cm d'épaisseur), couchage prenant place au moyen de l'extension sur le flanc à l'arrière gauche (slideout). A noter que l'ensemble des baies vitrées triple épaisseur sont ouvrantes et bénéficient d'une isolation phonique et thermique de premier plan. Leur fonctionnement est électrique néanmoins Pössl indique que les fenêtres sont également manœuvrables manuellement en cas de panne de courant notamment.

En partie médiane se trouvent, un cabinet de toilette et une cuisine, complétés à l'avant par un salon en L avec dinette.

Le véhicule dont le PTAC est de 3,5 tonnes est homologué pour le transport de trois personnes, mais une option 4 personnes est possible. Dans ce cas, c'est une banquette biplace qui remplace l'unique siège baquet noir présent à bord de ce modèle d'exposition. La fiche technique indique la présence d'un réservoir d'eau propre de 140 litres et de 90 litres pour les eaux usées, un coffre recelant deux bouteilles de gaz de 5 litres chacune, et un réfrigérateur d'une contenance de 100 litres auquel s'ajoute un compartiment congélateur de 7 litres.

Pössl laisse le choix entre cinq teintes de carrosserie : Iridium argent, Noir obsidienne, Blanc, Sélénite gris ou Ténorite gris. Les prix du Pössl Roadstar XT débutent à 97 899 €.

Isuzu présente le D-Max EV

Le marché accueille un nouveau pick-up électrique, et il n'est pas chinois ! En effet, il nous vient du Japon puisque Isuzu ajoute ce D-Max EV à sa gamme sur le marché européen.

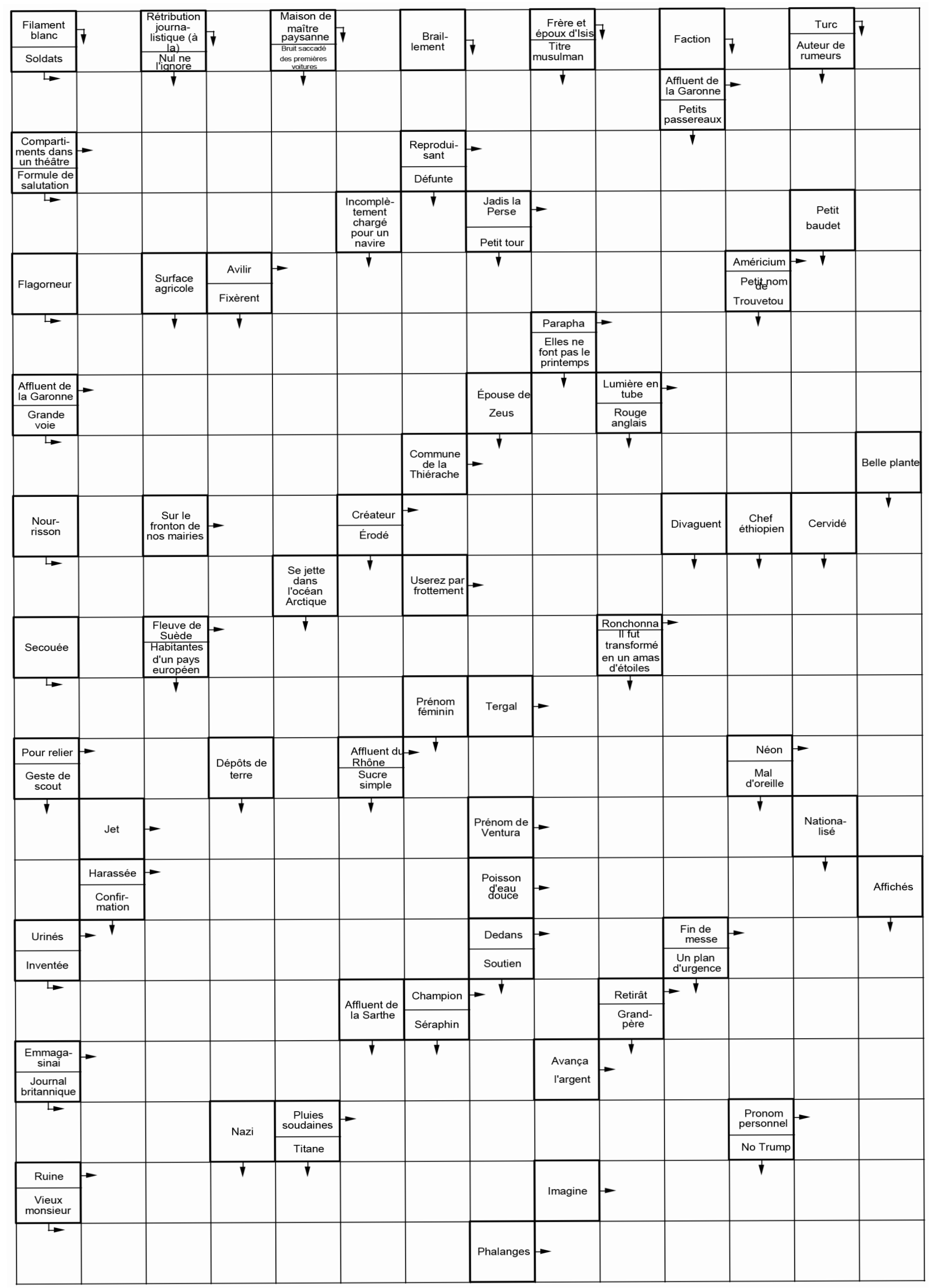
- Disponible dès le 1er octobre 2025
- À partir de 71.105 € (HTVA)
- 190 ch et 325 Nm, peut tracter jusqu'à 3,5 tonnes
- Batterie de 67 kWh, autonomie de 263 km

Ceux qui seraient à la recherche d'un pick-up électrique peuvent désormais se tourner vers Isuzu. En effet, l'incontournable D-Max accueille une version EV à transmission intégrale, animée par deux moteurs électriques qui développent une puissance système de 190 ch pour un couple maximal de 325 Nm. La charge utile et la capacité de remorquage sont respectivement de 1010 kg et de 3,5 T.

Une recharge pas si rapide

Le Isuzu D-Max EV est équipé d'une batterie d'une capacité de 67 kWh, ce qui lui confère une autonomie de 263 km. La puissance de charge rapide en courant continu est cependant limitée à 50 kW à peine. Il faut donc compter une bonne heure pour ramener la batterie à 80 % de sa capacité. La charge en courant alternatif (triphasé) peut être effectuée à 11 kW. Isuzu propose le D-Max EV uniquement en version Double Cab de 5,28 m de long. Et ce à partir de 71.105 €, hors TVA. La garantie standard est de 5 ans (ou 100.000 km), celle de la batterie de 8 ans (ou 160.000 km). Le pick-up électrique peut être commandé dès maintenant auprès dans le réseau officiel Isuzu.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Lundi 6 octobre 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

EL-OUED

Production de plus de 110.000 QX d'arachides cette saison

Une production de 111.000 quintaux (QX) d'arachides a été réalisée cette saison dans la wilaya d'El-Oued, avec un rendement moyen de 30 QX à l'hectare, a-t-on appris samedi auprès de la Chambre de l'agriculture de la wilaya. La campagne de récolte, qui a pris fin début octobre, a concerné une superficie cultivée de 3.700 hectares, en hausse ces quatre dernières années de près de 20%, a précisé le président de la Chambre de l'agriculture, Djelloul Othmani.

OCTOBRE ROSE

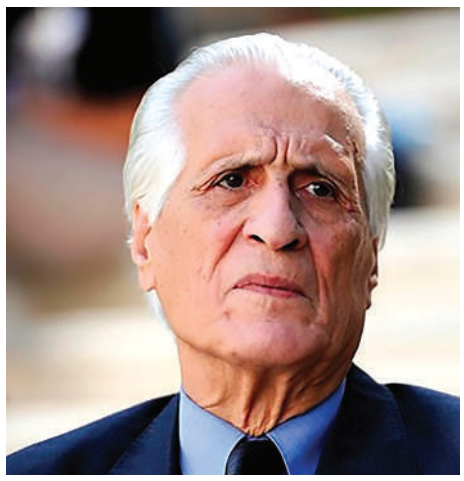
La BNA et AGLIC offrent 10% de réduction sur l'assurance contre le cancer du sein

La Banque nationale d'Algérie (BNA), en association avec son partenaire en bancassurance AGLIC (Algérienne Vie), a annoncé, dimanche dans un communiqué, une réduction exceptionnelle de 10% sur la prime d'assurance contre le cancer du sein "Warda", valable tout au long d'octobre en cours. A travers cette offre, annoncée à l'occasion du mois d'"Octobre Rose", dédié à la sensibilisation et à la lutte contre le cancer du sein, la BNA et son partenaire en bancassurance AGLIC "réaffirment leur engagement aux côtés des personnes atteintes de cette maladie, en mettant à leur disposition, en Algérie et à l'étranger, un capital utilisable librement et non conditionné par les justificatifs des dépenses de soins". L'Assurance "Warda" est une formule d'assurance individuelle "maladie redoutée", destinée aux femmes, offrant un capital forfaitaire pouvant atteindre un million de dinars (1.000.000 DA) en cas de diagnostic d'un cancer du sein, pour une prime annuelle symbolique à partir de 600 DA/an, précise le communiqué. Elle vise à accompagner les assurées dans leur lutte contre cette maladie en leur garantissant "un soutien financier immédiat et flexible, sans formalités médicales préalables", selon la BNA. La souscription à l'Assurance "Warda" se fait au niveau des agences BNA, réparties sur l'ensemble du territoire national. "En plus de cette réduction appliquée à la prime d'assurance "Warda", la BNA a été depuis toujours engagée aux côtés des personnes atteintes de maladies redoutées, en soutenant les actions de prévention et le dépistage précoce", rappelle la banque publique en soulignant que cette assurance "traduit une fois de plus la volonté d'allier proximité, solidarité et responsabilité sociétale, des valeurs ancrées dans la conscience collective au sein de la BNA".

DÉCÈS DU MOUDJAHID AHMED TALEB IBRAHIMI

Le président de la République présente ses condoléances

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, dimanche, un message de condoléances à la famille du moudjahid Ahmed Taleb Ibrahimi, décédé à l'âge de 93 ans, dans lequel il a affirmé que l'Algérie "perd une éminente personnalité nationale". "Au nom d'Allah, Clément et Miséricordieux, +Il est, parmi les croyants, des hommes qui ont été sincères dans leur engagement envers Allah. Certains d'entre eux ont atteint leur fin, et d'autres attendent encore et ils n'ont varié aucunement dans leur engagement+. Dieu a rappelé auprès de Lui le regretté docteur Ahmed Taleb Ibrahimi, digne héritier d'une famille associée au savoir et à la piété. Avec sa disparition, l'Algérie perd un grand nom et une éminente personnalité nationale estimée et respectée. Le défunt a su allier la sagesse de l'homme politique, la pondération de l'intellectuel et le patriotisme du militant et du moudjahid. Des qualités qui ont été les siennes depuis qu'il a rejoint l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA), dans les années 1950, et dont il ne s'est jamais départi tout au long de son riche parcours où il a eu à assumer de hautes fonctions et responsabilités, ce qui lui a valu de compter parmi les grands hommes d'Etat nationalistes fidèles à l'Al-



gérie. En cette douloureuse épreuve, je vous adresse mes sincères condoléances et l'expression de ma profonde compassion, priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vaste paradis parmi les martyrs et les valeureux saints, et de vous prêter patience et réconfort. +A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons+. +O toi, âme apaisée, retourne vers ton Seigneur, satisfaite et agréée, entre donc parmi Mes serviteurs et entre dans Mon paradis+", lit-on dans le message de condoléances adressé par le président de la République. Fils du cheikh Mohamed Bachir Ibrahimi, un des fondateurs de l'Association des oulémas musulmans algériens (AOMA), le défunt, né à Sétif en 1932, a suivi la voie de son père et milita pour la création de l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA), dont il est devenu président. En 1949, le regretté rejoint l'université d'Alger pour étudier la médecine, puis adhéra à l'Association des étudiants musulmans nord-africains (AEMNA). Il était également parmi les dirigeants de la Fédération de France du Front de libération nationale (FLN) durant la Révolution de libération nationale. Après l'Indépendance, le défunt a occupé plusieurs postes de responsabilité dont ceux de ministre de l'Education nationale (1965-1970), de l'Information et de la Culture (1970-1977) et des Affaires étrangères (1982-1988). Il a, en outre, occupé le poste de conseiller des défunts présidents Houari Boumediene et Chadli Bendjedid. En plus d'avoir été un politicien chevronné, Ahmed Taleb Ibrahimi comptait à son actif plusieurs contributions intellectuelles et culturelles, ainsi que de nombreuses interviews avec des médias nationaux et étrangers sur des thèmes liés à l'histoire de l'Algérie et à la Révolution de libération nationale.

PROTECTION CIVILE

Incendie dans une usine de confiserie à Alger

Un important incendie s'est déclaré hier en fin de matinée dans une usine de fabrication de confiseries située dans la zone industrielle de Dar El Beida, à Alger, indique un communiqué de la Protection civile L'alerte a été donnée à 11 h 32, mobilisant immédiatement les services de la Protection civile qui se sont rendus sur place pour maîtriser les flammes.
Le sinistre a touché un bâtiment composé d'un rez-de-chaussée et de trois étages, provoquant d'épaisses fumées visibles à plusieurs kilomètres à la ronde. Pour ce dispositif d'intervention, les secours ont déployé d'importants moyens matériels et humains, dont huit camions d'incendie, deux camions à échelle mécanique et un véhicule d'assistance médicale.
Les opérations d'extinction se poursuivent encore en ce moment, les sapeurs-pompiers s'efforçant de contenir le feu et d'éviter sa propagation aux structures voisines de la zone industrielle.
Aucune victime n'a été signalée pour l'heure, mais d'importants dégâts matériels seraient à déplorer. Une enquête sera ouverte pour déterminer les causes exactes de cet incendie.

EDUCATION

Fournir les moyens nécessaires à l'inspection

Le ministre de l'Education nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, a affirmé dimanche à Blida, que son département s'attache à mettre à la disposition du corps d'inspection tous les moyens nécessaires pour lui permettre d'accomplir efficacement son rôle essentiel. Le ministre, qui intervenait à l'ouverture d'un séminaire de formation destiné aux inspecteurs de langue amazighe, en présence du secrétaire général du Haut-commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, a souligné que son département "œuvre à offrir les conditions optimales et à mobiliser tous les moyens nécessaires pour permettre au corps d'inspection d'accompagner les établissements éducatifs sur les plans administratif et pédagogique". M. Saâdaoui a souligné que son ministère accorde une importance extrême au corps d'inspection, qu'il a qualifié de "fonction noble", le considérant comme "l'un des piliers essentiels de la qualité de l'enseignement".
Il a ajouté que le secteur s'attèle à la réorganisation de l'Inspection générale de l'éducation nationale, à travers la création d'inspections régionales, afin de rapprocher les inspecteurs des établissements scolaires et de veiller ainsi à leur bon fonctionnement sur les plans administratif et pédagogique. Le ministre a, aussi, réaffirmé le soutien de son département à la formation des enseignants, des inspecteurs ainsi que des autres personnels du secteur, convaincu du "rôle central" du capital humain dans la promotion de l'école algérienne. A l'occasion de la Journée mondiale des enseignants (5 octobre), M. Saâdaoui a renouvelé l'engagement de son ministère à poursuivre l'amélioration des conditions professionnelles et sociales des enseignants pour leur permettre de se consacrer pleinement à leur mission éducative.
Concernant le séminaire de formation des inspecteurs de langue amazighe, le ministre a indiqué que son département "œuvre à la concrétisation et à la préservation des composantes de l'identité nationale à travers la promotion de l'enseignement de la langue amazighe dans les établissements éducatifs, en tant que langue nationale et officielle, en partenariat avec le HCA".
Il a, à ce titre, insisté sur l'importance de la coopération et du partenariat avec le HCA en vue de promouvoir et d'élargir l'enseignement de cette langue.
Pour sa part, M. Assad a souligné que cette rencontre "porte un message politique clair", illustrant la volonté de l'Etat algérien de placer l'enseignant au cœur de son projet sociétal, et sa formation continue constituant "la pierre angulaire de la réforme éducative".
L'enseignement de la langue amazighe constitue "un pilier fondamental dans le renforcement du pluralisme culturel et linguistique" du système éducatif, nécessitant un encadrement pédagogique et organisationnel adapté pour sa réussite, a-t-il ajouté.
Il a également mis en avant l'importance de cet enseignement dans le système éducatif, la nécessité de garantir des conditions favorables et de répondre aux préoccupations des enseignants afin qu'ils puissent accomplir leur mission dans les meilleures conditions.